title : Tapuscrits divers (1980-1985)

# [ddr19800605isover] [Entretien] Si nous continuons dans le même sens, nous allons vers un désastre général (5 juin 1980)[[1]](#footnote-1)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_01.jpg/full/full/0/default.jpg) I. À votre avis, vers quoi risquons-nous d’aller dans les 20 ans qui viennent ?

Très en gros, si nous continuons dans le même sens, nous allons vers des impasses et des explosions, vers un désastre général. Mais, je crois que personne ne pense sérieusement à continuer, sans modification, ce qui se fait. Il serait vain d’essayer d’extrapoler l’an 2000 de l’état de la conjoncture de l’an 1980. Ce qu’il faut savoir, c’est vers quoi nous *voulons* ou *pouvons* aller. Prenons les quelques points que vous mentionnez : « Nous avons successivement traité le marché — dit votre questionnaire — des appareils ménagers, des transports, le calorifugeage industriel… » Vous vendez donc du confort, de l’économie d’énergie et de la climatisation. Sur le confort, j’ai les plus grands doutes. Le confort est une conception qui est née d’une manière tout à fait obscure — à partir de ce qu’on en dit dans la publicité. Les Américains ont fini par croire qu’il était le fondement même, le but de la vie. La constitution américaine affirme pour chaque homme le droit au bonheur, et c’est devenu le droit au confort, c’est-à-dire un certain nombre de degrés de température dans les appartements (beaucoup trop élevé en général) et la climatisation (beaucoup trop basse), qui font les beaux jours des hôpitaux américains. C’est un épouvantable gaspillage d’énergie et je ne puis dire à quel point je suis contre la climatisation. Il y a beaucoup d’autres moyens de se débarrasser de cet inconvénient peu considérable qu’est l’excès de chaleur, dans nos pays.

## [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_02.jpg/full/full/0/default.jpg) II. Voici les grandes questions qui nous ont semblé essentielles pour notre avenir. Qu’en pensez-vous ? En voyez-vous d’autres ?

### Énergie

1° Nous avons supposé qu’il n’y aurait pas, quantitativement, de problème d’approvisionnement ; qu’il y aurait une augmentation importante des prix ; qu’on économiserait l’énergie pour faire des économies de devises (balance des paiements). Qu’en pensez-vous ? 2° Nous avons supposé qu’on stockerait l’énergie. Qu’en pensez-vous ?

Comme je viens de vous le dire, je pense que faire des économies d’énergie, en particulier par l’isolation, est une des tâches immédiates et à moyen terme les plus importantes pour l’industrie d’aujourd’hui. Autrement, nous irons dans des impasses et nous n’avons pas encore les moyens d’y faire face. Donc, la première chose, c’est d’isoler, de conserver, d’économiser l’énergie.

Vous supposez qu’il n’y aurait pas, quantitativement, de problème d’approvisionnement. Mais il me semble que nous sommes déjà en plein problème d’approvisionnement d’énergie, non pas que nous en manquions actuellement, mais nous sommes tout près d’en manquer par épuisement des ressources naturelles, non renouvelables, qui sont le pétrole et l’uranium. Pour le pétrole, je me suis laissé dire par des membres de la Commission du droit de la mer (ils représentent des gouvernements, sont donc responsables) qu’il y a du pétrole *offshore* pour 500 ans, la question étant une question d’écologie, à savoir : s’il est prudent de l’extraire et de s’exposer à des accidents comme Ixtoc 2.

Il semble que tout ce qu’on raconte depuis plus de 20 ans : qu’il n’y a plus que pour 20 ans de pétrole dans le monde et qu’il faut tout refaire d’après cette certitude-là, c’est de la publicité pour le nucléaire. Cela a été presque avoué par un certain nombre de grands dirigeants des industries nucléaires de différents pays.

La question de l’épuisement de l’uranium : on nous a aussi parlé de ce chiffre de 20 ans, que l’on transporte d’ailleurs inchangé à travers le temps. [J’avais fait, en 1958, une conférence à Lausanne au Congrès mondial des producteurs et distributeurs d’électricité](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1958dver/4). Je leur avais dit : « D’après tous vos rapports, il semble qu’il n’y ait plus de pétrole que pour vingt ans et c’est une crise très grave pour l’Europe. Mais il se trouve que, par bonheur, nous avons l’énergie nucléaire ».

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Les vingt ans sont passés, et il y a encore du pétrole, on en a même découvert encore plus, au Mexique par exemple. Alors, je me gratte la tête et je me demande : « Qu’est-ce qu’on nous a raconté ? » « Est-ce qu’on y croyait vraiment et qu’on se trompait ? » Mais alors c’est grave pour les appréciations futures ; ou est-ce qu’on n’y croyait pas du tout, et c’est encore plus grave, parce que cela relèverait d’une certaine politique inavouée ?

Le manque d’approvisionnement en électricité n’est pas évident dans un pays comme la Suisse. Nous en avons à revendre, littéralement, chaque année. C’est de bonne politique d’avoir une certaine marge pour les années où il y aurait moins d’eau et où il y aurait des difficultés de se procurer du pétrole. Mais il ne faut pas qu’on nous dise que nous manquons d’électricité ; nous n’en manquerons que si l’on continue à développer le chauffage électrique ou si l’on continue à ne pas mieux isoler les maisons, les appartements, [sous peine de][[2]](#footnote-2) gaspillage d’énergie électrique par le chauffage électrique qui a le plus bas rendement de tous les appareils que l’homme a faits jusqu’à présent — 5-6 % ! —, ce qu’on a appelé, à juste titre, un « crime » énergétique. Si on continue comme cela, c’est qu’on a en tête une certaine politique qui est celle du nucléaire. Là, il me semble que des industries comme la vôtre devraient insister sur la nécessité absolue, fondamentale — avant de passer à des aventures comme le nucléaire — de produire le maximum d’isolation possible, c’est-à-dire de conservation de l’énergie, puisque nous en avons assez maintenant et que toutes les extrapolations qu’on avait faites, disant que la consommation d’énergie doublerait tous les 7 ans (c’est ce qu’on m’affirmait il y a 10-12 ans à Bruxelles au Marché commun) se sont révélées fausses. Quelques années plus tard, on a passé à « tous les dix ans », c’était déjà un gros progrès. Et maintenant, c’est pure spéculation que de dire qu’on aura besoin de tant pour cent de plus d’électricité dans les dix ans qui viennent, car personne n’en sait rien.

Je cite toujours cet exemple : à la fin de l’hiver 1973-1974, qui a suivi la soi-disant crise du pétrole — ce n’était qu’une menace de crise du pétrole —, le conseiller fédéral Brugger a fait un discours à la radio, une interview et une intervention aux Chambres dans l’espace d’une semaine, [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_04.jpg/full/full/0/default.jpg) confirmant que le peuple suisse avait fait — sans y être forcé — 20 % d’économies de consommation d’électricité, par exemple en abaissant le degré de température dans les appartements, qui était beaucoup trop élevé. On chauffait jusqu’à 25℃, on est descendu à 20℃, ce qui est suffisant. Ainsi on donnait tort à toutes les prévisions sur l’augmentation de la consommation d’énergie.

Au haut de la page 4 de votre questionnaire, il est dit qu’il faut économiser l’énergie pour faire des économies de devises. À mon sens, c’est beaucoup trop étroit, cette approche du problème. Il faut économiser l’énergie parce que c’est une question de société : nous faisons fausse route en utilisant toujours plus d’énergie et en gardant dans notre tête cette croyance superstitieuse, mythologique, en la nécessité absolue d’utiliser toujours plus de tout. Nous risquons de le payer très cher, pas seulement en devises. Nous risquons de le payer par une espèce d’atrophie générale de l’énergie humaine. À force de faire croire aux gens qu’ils ont besoin de toujours plus de voitures, de toujours plus de mécaniques qui fonctionnent à leur place, de toujours plus d’ascenseurs, etc., on arrivera d’abord tout bêtement à une atrophie musculaire des générations à venir. Il paraît qu’on a déjà fait des mesures sur la faiblesse des jambes chez les jeunes Américains qui ne marchent plus. Et on découragera des ressorts profonds de l’activité humaine, qui sont tout ce que l’homme peut sortir d’énergie de lui-même. Il y a là un problème fondamental. On nous dit : la population mondiale (qui est de quatre milliards) va doubler dans les 30 ans qui viennent ; il faudra donc créer au moins deux fois plus d’énergie. C’est oublier une seule chose : quatre milliards d’hommes et de femmes de plus, cela représente beaucoup d’énergie ! Mais, on n’en tient aucun compte dans les prévisions ; on fait comme si toute l’énergie devait arriver à l’homme de l’extérieur. Eh bien, une attitude de ce genre-là est extrêmement grave pour l’avenir de la race humaine. C’est peut-être excellent pour le développement immédiat des industries, mais cela peut se payer par une décadence, une dégradation générale de la race elle-même, des hommes en général.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans cette série de questions où il y a l’énergie, j’ai aussi relevé la :

### Télématique

Nous avons supposé que, d’ici à 20 ans, il existerait dans chaque logement une pièce réservée au traitement de l’information à domicile. Qu’en pensez-vous ?

Je fais toutes réserves sur le sens de « traitement ». Il me semble qu’il s’agit d’un terminal qui serait dans chaque ménage, comme on a aujourd’hui la télévision. Mais le traitement pose déjà assez de problèmes dans l’informatique sans qu’on en ajoute encore un qui serait de faire bricoler les émissions — je ne sais comment — par des gens qui n’y connaissent rien, car c’est une technique très spéciale.

L’informatique en général ne me paraît pas dangereuse en soi, mais par l’usage que les hommes, tels qu’ils sont, seront amenés nécessairement à en faire par inertie, en position passive — comme on reçoit déjà pas mal d’informations, d’images de TV. Cela me paraît aussi dangereux que de s’habituer à recevoir toute l’énergie de l’extérieur. Le « traitement » dont il est question ici par erreur (au lieu de réception) doit se faire dans notre cerveau. C’est nous qui devons retraiter tout ce que nous avons reçu. Sommes-nous en état de retraiter, de digérer toutes ces informations ? Voilà la question ! Est-ce que ce n’est pas pour le moment une pollution d’en avoir trop, comme si on était obligé tout d’un coup de manger une tonne de viande en une semaine ? C’est une pollution qui peut devenir très grave, qui peut encrasser les canaux, les mécanismes chimiques de notre cerveau. C’est une crainte que j’ai, en transposant ce qui se passe au niveau biologique ordinaire à ce niveau-là. Chacun sait ce que signifie une indigestion ou l’excès de certains corps dans les aliments, ou leur manque, mais surtout leur excès ici en Occident. Eh bien, cela me paraît extrêmement grave qu’on se lance à fond, sur une base purement technique, pour améliorer d’un millionième de seconde le temps d’accès à l’information : car notre cerveau est beaucoup plus lent que beaucoup de machines. Alors, à quoi cela sert-il qu’on lui diminue ce temps d’accès ? Cela veut dire ou bien que l’information passe sans le toucher et sans agir sur lui, ou bien qu’elle est de trop, qu’elle le brouille, qu’elle ajoute à l’obscurité ou à la difficulté de raisonner sur quelque chose. Il y a là un tas de problèmes qu’on a encore très peu traités.

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Quelques psychologues se sont mis à faire des mesures sur ces choses, mais le gros de l’effort se porte sur la recherche technologique, parce qu’il y a d’autres domaines comme celui de la guerre où il peut être très important de gagner par-ci par-là quelques millionièmes de seconde…

### Urbanisme

Nous avons supposé que les 20 ans à venir verraient un resserrement du tissu urbain afin de réduire : les distances à parcourir ; le coût des équipements collectifs. Qu’en pensez-vous ?

Le « resserrement du tissu urbain » : si c’est pour faire pousser les villes en hauteur, c’est une erreur. Il me semble d’ailleurs que certains responsables, dans plusieurs de nos pays, en ont pris conscience : par exemple Giscard d’Estaing interdisant qu’on dépasse un certain nombre X d’étages dans les constructions à Paris et dans la région parisienne. Cela vient un peu tard, malheureusement ; ce qu’on appelle les « tours » est ce qu’il y a de plus énergivore au monde. On n’a jamais imaginé des monstres pareils pour dévorer de l’énergie (les ascenseurs, etc.). Et je ne vois pas très bien comment on pourrait encore resserrer plus les villes sinon en les faisant pousser en hauteur. Cela ne me paraît pas la solution, de même que cela n’est pas une solution de dire qu’à la fin du siècle — comme beaucoup de sociologues l’affirment encore — 4/5e de la population vivraient dans de grandes villes. On ne sait d’ailleurs plus ce que veut dire une grande ville à ce moment-là. Parce que les villes se toucheraient toutes, et comme le disait Toynbee : alors que sur les cartes de géographies d’aujourd’hui, les villes sont des points noirs entourés de campagnes, ce sera l’inverse à ce moment-là. Il n’y aura presque que du noir et de temps en temps un point blanc qui représentera les derniers terrains agricoles. Donc c’est impossible. C’est vraiment de l’utopie. Nous serons arrêtés par la force des choses, des résistances matérielles et de la nécessité de se nourrir.

Les « distances à parcourir » : cela fait partie de ce grand système qui a été instauré par Ford à partir du début du siècle avec sa première usine d’autos, fondée en 1899 seulement.

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Cela a créé la possibilité d’aller à de grandes distances de chez soi pour son travail et cette distance a en retour exigé une production toujours croissante d’automobiles, pour que les ouvriers puissent aller sur leur lieu de travail fabriquer d’autres automobiles qui leur permettent d’aller toujours plus loin. On a créé à plaisir ce problème qui est devenu maintenant à peu près insoluble, qui se résume socialement par la phrase française bien connue « Métro, boulot, dodo », certains passant jusqu’à quatre heures par jour pour se déplacer, au détriment des loisirs, de la culture, de la vie affective, de l’hygiène. Donc, il ne faut pas resserrer le tissu urbain, il faut répandre les villes dans les campagnes comme le disait Alphonse Allais, c’est devenu une évidence. Je crois que tous les grands projets de ceux qu’on a appelés les « architectes visionnaires » consistent à réintroduire la nature dans les villes ou à disperser les villes dans la nature.

### Socialisation

Nous avons supposé que, d’ici à 20 ans, un socialisme à la suédoise ou à la hollandaise aurait gagné toute l’Europe. Qu’en pensez-vous ?

Je pense que cela ne changerait rien d’essentiel à ce qui se fait aujourd’hui. Entre la conception suisse et la conception suédoise par exemple, je ne vois aucune différence de quelque importance dans l’appréciation des comportements humains, des buts de la vie humaine, des moyens d’y arriver, ni dans la conception de la production d’énergie, des rapports de l’homme avec la nature, des questions d’emploi, qui sont jugées à peu près de la même manière. Voyez les votes sur l’énergie nucléaire par exemple : il y a une très grande ressemblance entre ce qui s’est passé en Suède et en Suisse. En revanche, le Danemark et les Pays-Bas ont banni le nucléaire, alors que leur régime est au fond très voisin de celui de la Suède et de la Suisse. Il me semble que sur les points capitaux, il n’y a pour ainsi dire pas de différences entre, disons, le capitalisme, tout de même assez solidariste, que nous avons en Suisse, et le socialisme tout de même assez libéral, qui existe en Suède et en Hollande. Je pense que c’est une bonne direction en général ; mais ce n’est pas du tout suffisant parce qu’il n’y a pas de prise de position sur les points principaux : faut-il continuer à [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_08.jpg/full/full/0/default.jpg) pousser vers une productivité toujours accrue ? Faut-il continuer à masquer le fait que le développement industriel machinique, robotique, a pour fin de libérer l’homme du travail mécanique ? C’est-à-dire de créer, par son succès même, une destruction toujours accrue des emplois ?

Tant qu’on ne veut pas faire face à cela et qu’on continue à dire — comme la plupart des ministres dans tous les pays européens et américains — que le chômage sera résorbé d’ici peu, on ne fait que du bruit avec la bouche, et on le sait très bien. Je crois qu’on ne pourra pas continuer dans cette ligne d’hypocrisie sociale et de politique générale très longtemps et cela devient tout à fait évident — on publie des chiffres très impressionnants sur le nombre d’emplois supprimés à chaque progrès normal de la science, de la technologie et de l’industrie qui les traduisent aussi vite qu’elles le peuvent, parce que ça rapporte. On ne peut masquer indéfiniment ce fait. J’ai donné dans un de mes derniers livres quelques exemples (comme celui des procédés de tri postal, des expéditions postales) qui permettront de supprimer 9/10e des employés des PTT d’ici très peu de temps.

Mais on ne les applique pas parce qu’on fait du malthusianisme. À cet égard, on a peur justement de voir se développer les effets normaux, et qu’on recherchait au début, de la libération du travail humain par la mécanique. On recule devant cette évidence, parce que c’est évidemment énorme, le problème que cela pose. Qu’est-ce qu’on va faire du temps *libéré* ? Comment va-t-on donner aux gens la possibilité de ne rien faire ou de faire ce qu’ils veulent de manière créative — artisanat et toutes ces choses-là — que le machinisme a commencé par supprimer et dont l’absence se fait si douloureusement sentir ?

Je peux vous donner un exemple qui n’est pas suisse. J’habite le pays de Gex ; c’est un pays où, de Divonne à Bellegarde, on ne trouve pas un ferronnier-serrurier qui puisse vous réparer une serrure. Il y en avait un, qui est en train de travailler chez moi. Il va s’en aller et prend du travail au CERN, parce que — me dit-il — il doit payer 25 % d’impôts et 45 % de licence, de patente et autres droits qui l’empêchent de continuer son métier qu’il aimait. Le machinisme a détruit tout cela. [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_09.jpg/full/full/0/default.jpg) Il ne donne aucun moyen jusqu’ici de le remplacer. C’est un problème gigantesque qui sera le grand problème du xxie siècle s’il n’y a pas une guerre avant qui le résolve par la suppression générale de tous les problèmes. Je pense que c’est un problème que le socialisme à la suédoise nous empêche de regarder en face. Les systèmes mi-socialistes, mi-libéraux que nous avons sont des moyens de retarder l’heure de vérité, l’heure de l’explication.

### Environnement

Nous avons supposé que la dépollution, l’écologie, le recyclage des matériaux connaîtraient encore un développement important. Qu’en pensez-vous ? Sous quelles formes ?

D’après les chiffres que je connais, il est tout à fait évident que le travail pour le maintien de l’environnement ou la lutte contre les pollutions déjà installées est un des moyens de répondre vraiment à la question de la suppression des emplois par le développement industriel. Des gens comme Amory Lovins ou d’autres, en Amérique et en Grande-Bretagne surtout, aussi à Hambourg, ont fait des études très poussées là-dessus, et il semble bien que ce qu’on appelle le combat écologique ou le maintien de l’environnement va pouvoir occuper un très grand nombre d’hommes et d’une manière plus intéressante souvent et plus saine, que le travail qu’ils faisaient comme ouvriers, manœuvres dans les usines. Je pense qu’il y a là un moyen provisoire de résoudre le problème de l’emploi, d’ici l’an 2000. Je vois ce qui se passe pour le lac Léman, c’est un problème gigantesque si on veut le sauver à temps, c’est-à-dire dans les 3 à 5 ans qui viennent. Sinon cela deviendra irréversible. Il y a là du travail pour beaucoup de monde.

Il y a un problème de recyclage important, lié à l’environnement. Le recyclage des matériaux est à prendre très au sérieux. C’est une action du même ordre, dans mon imagination, que l’isolation. C’est un moyen d’atteindre les objectifs actuels à beaucoup moins de frais, en détruisant beaucoup moins de choses, en consommant beaucoup moins de ressources matérielles. Donc c’est un moyen écologique qui maintient les équilibres et qui est réaliste, c’est-à-dire qui se modèle sur les réalités naturelles et physiques alors que pour une bonne part le travail technique, des techniques dures comme on dit, est un travail utopique, au sens étymologique [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_10.jpg/full/full/0/default.jpg) du terme *utopie* : le *u* privatif et *topos*, le lieu. Utopique est ce qui se fait indépendamment du lieu, n’importe où. C’est une chose abstraite appliquée à la réalité, tandis que le recyclage, l’isolation, les soins écologiques donnés à la nature, le respect des lois de l’écologie, tout cela est du réalisme, tout cela consiste à ordonner l’action de l’homme aux réalités, à ne pas les tuer d’abord pour instaurer à leur place un monde artificiel fait de métal, de verre, même de fibres de verre, toutes choses qui correspondent à l’utopie en général, pour l’homme d’aujourd’hui. On peut essayer de l’expliquer en disant que cela répond probablement à un besoin profond de l’homme, qui est le besoin de durer, de ne pas être soumis à la mort. Tout ce qui est vivant et naturel est soumis à la mort, la mort étant une des conditions du renouveau de la vie. L’homme a peur de la mort bien entendu. Il se dit que si, peu à peu, il substituait à ses organes des organes artificiels, si on arrivait à faire un homme presque robotisé, cela serait très bien parce qu’on vivrait toujours. C’est le comble de l’utopie. En revanche, essayer de tenir compte des lois de la santé, des équilibres naturels, c’est le comble du réalisme. Seulement cela implique de prendre en compte la mort, et c’est ce que les hommes ne veulent pas.

### Robotique

Nous avons supposé que les robots prendraient prochainement une place très importante. Qu’en pensez-vous ?

J’en suis persuadé et je dis : hélas ! parce que les robots sont surtout indispensables dans le cas où l’on doit manier des substances radioactives. C’est le cas typique de l’utilité du robot. Puisque dans certains pays au moins on se lance à corps perdu vers l’énergie nucléaire, on aura besoin de beaucoup de robots. Ces robots auront une autre conséquence, c’est qu’ils détruiront très visiblement beaucoup d’emplois. Ils nous obligeront à faire face au problème de la destruction des emplois par la machine, devant lequel, communistes et socialistes en tête, nous faisons tous retraite aujourd’hui. Nous refusons de le regarder. Les robots nous y obligeront.

### [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_11.jpg/full/full/0/default.jpg) Progrès technologique

Le bâtiment est un secteur qui a encore très peu bénéficié des transferts technologiques. Nous avons supposé que le bâtiment ferait sa révolution industrielle dans les années à venir. Qu’en pensez-vous ? Sous quelles formes ?

Je ne comprends pas très bien pourquoi pour vous le progrès technologique s’applique surtout au bâtiment. Car il me semble que là, les plus grandes évolutions ont déjà été faites, sauf — si je comprends bien — pour des questions comme l’isolation ou l’utilisation de l’énergie dans le bâtiment. Mais, à part cela, il me semble que les prochains progrès technologiques vont concerner surtout l’informatique, la télématique, la robotique.

(L’enquêteur donne quelques éclaircissements sur la question)

Je me félicite que la préfabrication des maisons ne se soit pas développée en Suisse, car à parcourir nos villages on est frappé par l’impression de bien-être et de beauté qu’ils donnent, comparés aux villages de pays environnants et surtout aux villages industriels, aux villages nouveaux, souvent construits selon les procédés de préfabrication. Je m’en félicite, parce que cet habitat est fait pour nos climats. On pourrait certainement faire encore de grands progrès en isolation. Les questions de chauffage devraient être revues.

### Exigences croissantes du consommateur

#### 1° Confort

Nous avons supposé que les exigences de confort augmenteraient ; en particulier que, du point de vue du confort, l’habitat de qualité de l’an 2000 serait sans commune mesure avec celui d’aujourd’hui. Qu’en pensez-vous ?

Je déteste ce terme de confort, c’est un concept en caoutchouc. C’est une chose qu’on a inventée pour ne pas dire bonheur ou bien être qui serait beaucoup plus exigeante, mais non pas vérifiable. Le confort peut se mesurer en degrés de température, en espace disponible, en vitesse de la voiture, choses mesurables, mais qui sont très loin de ce qu’évoque le terme de bien-être, ou de bonheur. Je constate que pas une seule religion, de toutes celles que j’ai pu étudier, pas une seule philosophie digne de ce nom, n’a jamais eu un concept qui corresponde à celui [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_12.jpg/full/full/0/default.jpg) du confort, n’a jamais donné pour but à la vie humaine d’être « confortable ». C’est une création de la publicité. Cela a commencé dans les pays industriels, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, c’est là qu’on a inventé ce terme de « confort » que nous avons repris ensuite, et au sérieux duquel je ne crois pas une seconde.

#### 2° Qualités dans le travail

Nous avons supposé que nous assisterions à une valorisation de plus en plus grande du travail manuel (gratification de celui-ci, recherche d’un meilleur confort dans les entreprises, etc.) Qu’en pensez-vous ?

Je pense qu’une des raisons d’espérer que nous avons aujourd’hui, c’est la renaissance généralisée de l’artisanat, du travail manuel qui est au fond le travail créateur. Tous les créateurs sont des manuels, depuis celui qui fait des statues ou du modelage, ou de la poterie jusqu’à l’écrivain qui écrit à la main ou tape à la machine : tout passe par les mains. C’est très curieux que les robots soient sans mains et que leurs pinces remplacent les mains. Ils ne sont pas créateurs, ils ne font que déplacer des choses. Toute création passe par les mains. J’ai écrit dans le temps un livre qui s’intitule [*Penser avec les mains*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1972pm) ce qui voulait dire que la pensée devait être responsable de ses créations. Je citais une phrase de saint Thomas : « L’homme possède par nature la raison et une main » et une autre phrase de Goethe : « La pensée ne vaut rien pour penser », c’est-à-dire qu’il faut qu’elle passe par les mains pour devenir action. Je crois que la qualité du travail, c’est-à-dire sa créativité, doit — pour des raisons presque mathématiques, inévitables — augmenter beaucoup dans les années qui viennent parce qu’il y aura tout ce contingent de travail humain libéré, substitué par la robotisation souhaitable. Je n’ai absolument pas peur des robots. J’ai peur du fait qu’ils soient multipliés dans une société qui n’aurait pas pu résoudre ce problème !

Est-ce qu’on crée du loisir avec les machines ou du chômage ?

Il se trouve que le premier article que j’ai publié à Paris sur ce genre de question, dans le numéro 1 d’une petite revue personnaliste que nous avions créée à l’époque, et qui s’appelait [*L’Ordre nouveau*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on), était intitulé « [Liberté ou chômage](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on/ddr193305on) ». C’est donc une préoccupation très ancienne chez moi [[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_13.jpg/full/full/0/default.jpg) (j’avais 26 ans à ce moment-là). M. Giscard d’Estaing a beaucoup insisté sur la nécessité de l’artisanat. Il ne me semble pas que là encore on ait osé trop regarder le problème en face et pousser les choses à fond. En Suisse, nous devrions faire beaucoup, car les Suisses sont un peuple d’artisans, même quand ils sont ouvriers, ils sont « qualifiés ». Il y a une qualification beaucoup plus grande du travailleur suisse comparé à ce qu’on a appelé les travailleurs étrangers avec un peu de condescendance, mais ils étaient évidemment moins préparés à bien finir les choses à la main.

#### 3° Besoin de sécurité

Nous avons supposé que le besoin grandissant de sécurité provoquerait soit un regroupement en « villages », soit l’apparition d’un « marché de la peur » (systèmes de sécurité, blindage, etc.). Qu’en pensez-vous ?

Il me semble qu’on n’a jamais répondu à la délinquance par des gadgets défensifs, mais seulement par une amélioration du régime social, du régime moral, des raisons de vivre, du bonheur des gens — pas de leur confort, mais de leur bonheur. Le « marché de la peur » est une espèce de prime à la lâcheté civique et à l’inertie, à la paresse sociale. Ce n’est pas en multipliant les gadgets autour des maisons et en tuant de temps en temps un membre de sa famille par erreur parce qu’il est rentré un soir tard, comme on peut le lire dans les journaux, ce n’est pas avec ces procédés qu’on remédiera à la vague énorme de délinquance. La délinquance a des sources qui sont connues, et il faut réduire ces sources. On a fait des calculs par des voies différentes en France et aux États-Unis, sur le rapport direct entre le nombre des étages et l’accroissement de la délinquance dans certains grands ensembles. C’est une mesure extrêmement frappante. Un des moyens de diminuer la délinquance, ce n’est donc pas d’installer des sonneries partout, mais de diminuer le nombre des étages.

#### 4° Abri antiatomique

Nous avons supposé que, dans 20 ans, chaque foyer aurait un abri antiatomique toutes les fois où ses moyens le lui permettraient. Qu’en pensez-vous ?

Je me suis aperçu que la Suisse est un des seuls pays où l’abri antiatomique est obligatoire. Aux USA qui ne croyaient qu’à cela — lors d’un voyage que j’y avais fait il y a une vingtaine d’années, j’avais eu [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_14.jpg/full/full/0/default.jpg) une discussion avec un ancien ministre américain, Adolf Berle, qui m’avait dit : « Je ne comprends pas, vous en Europe, vous fermez les yeux devant le danger atomique et vous ne faites pas d’abris. Nous, en Amérique, c’est notre préoccupation numéro un maintenant. » Et, en effet, cela a duré quatre ans ; après quoi, ils ont trouvé que cela ne fonctionnerait pas et ont cessé d’en construire. Il n’y a qu’en Suisse que l’on continue. Mais, d’après les spécialistes avec qui j’ai eu l’occasion d’en parler, l’abri antiatomique est un leurre. Les bombes nucléaires produisent des incendies tels que cela supprime la quantité d’oxygène nécessaire pour les gens qui sont dans les abris. Il faudrait que dans ces abris on puisse fabriquer de l’air et qu’on puisse y vivre dix mois, ou des années. Ce n’est pas envisageable. Donc, je n’y crois pas et je ne conseillerais pas à une industrie de se lancer dans la fabrication d’abris antiatomiques.

#### 5° Durabilité des biens

Nous avons supposé qu’une exigence grandissante se manifesterait pour une plus grande durée de vie des matériaux et des produits (par exemple que l’idée « maison à jeter » ne prendrait pas, mais que la maison continuerait à devoir être transmise aux enfants…). Qu’en pensez-vous ?

Je suis entièrement d’accord avec cette vision des choses conservatrice des ressources, et je crois qu’il n’y a rien qui soit plus précieux pour l’homme qu’une certaine continuité. C’est représenté par des maisons durables, non pas par des maisons faites pour durer vingt ans et qu’on conserve en général trente ans ; ce qui signifie que pendant dix ans on vit dans des lieux invivables. Je crois à la continuité de la tradition au moins sur deux générations. Cela me paraît essentiel qu’il y ait eu un lieu où l’on a passé son enfance, où l’on peut revenir, où l’on retrouve encore ses parents. Je crois que pour la santé d’une société, c’est indispensable. Je crois aussi que pour la conservation des ressources naturelles, on y est contraint maintenant. Prenez la question du recyclage du verre, du papier, etc. : nous y sommes contraints ; si nous ne recyclons pas le papier, si nous continuons à gaspiller les forêts comme nous le faisons, bientôt la moitié de la forêt d’Amazonie sera détruite, ce qui changera complètement le climat de l’Europe. Voilà le genre de problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je suis donc entièrement en faveur de la conservation au maximum des ressources naturelles et humaines.

#### [[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_15.jpg/full/full/0/default.jpg) 6° Utilisation du temps hors du temps de travail

Nous avons supposé que la part d’autoproduction, c’est-à-dire les travaux d’aménagement du logement par le particulier, serait importante : pour utiliser le temps disponible ; pour économiser de l’argent ; pour se substituer à des corps de métiers en voie de disparition ; pour compenser un besoin de création. Qu’en pensez-vous, en particulier pour l’isolation en « do it yourself » ?

J’en pense tout le bien qu’on en peut penser, et cela ressort nettement de mes réponses précédentes. Il est tout à fait évident que l’homme a besoin de créer, d’exprimer ce qui est en lui et qu’il ne peut connaître autrement que par les créations qui sortent de ses mains. Il y a ce besoin de création qu’il faut nourrir et on le pourra, si, grâce aux machines, il y a de plus en plus de temps disponible. Pour le moment, il faut restituer les corps de métier en voie de disparition. Cela va ensemble avec la nécessité d’une durabilité accrue des biens : pour les faire durer, il faut savoir les réparer.

### Quatre questions pour finir[[3]](#footnote-3)

Comment voyez-vous l’avenir des moyens de transport ?

Il faut multiplier les transports en commun dans l’avenir et jusqu’à l’an 2000, pour répondre au problème du pétrole et aussi du renchérissement des automobiles : la baisse commence déjà dans la vente des autos. Je pense qu’il faudra en même temps généraliser la production des petites voitures — peut-être électriques, comme il y en a dans les expositions — et des autobus à bas prix.

Europe ou région ?

Je vous réponds en deux phrases : l’Europe s’unira ou elle sera colonisée. Il y a trente ans que je le dis. C’était sur la bande de [mon premier livre sur l’Europe](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej). L’Europe de l’Est est déjà plus que colonisée par les Russes. L’Europe de l’Ouest risque d’être colonisée par les Américains, si nous ne faisons pas l’Europe unie, car aucun de nos pays n’est capable à lui seul de se défendre ni contre l’un ni avec l’autre. Je pense qu’il n’y a pas à choisir entre Europe ou région, parce que l’une est condition de l’autre. Ce qui s’y oppose ce sont nos États-nations de type napoléonien centralisé, qui prétendent à une absolue [[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_16.jpg/full/full/0/default.jpg) souveraineté, ne veulent dépendre de personne, se donnent pour but presque l’autarcie, en tous cas l’autosuffisance énergétique ou autres balivernes de ce genre. Il ne saurait être question d’autosuffisance dans aucun de ces domaines.

Dans le domaine de l’énergie, la France entend dépendre entièrement de ses centrales nucléaires. Or, elles sont construites d’après un procédé américain, et avec des fonds qui proviennent de neuf pays. Dans beaucoup d’entreprises nucléaires françaises comme celle de Tricastin, il n’y a même pas une majorité de fonds français : Eurodif était contrôlée jusqu’à ces derniers mois par une société Sofidif où l’Iran détenait 40 % de minorité de blocage. Ce qui a fait dire à la commission des finances du Parlement français qu’il fallait souhaiter que l’Iran et le Commissariat de l’énergie atomique français s’entendent, car sinon l’Iran pouvait bloquer tout le processus de l’énergie en France. Et c’est seulement depuis deux ou trois semaines, d’après les journaux, que la France a retrouvé dans cette société, Cogema, une très légère majorité de 51,8 % à la suite du retrait d’Italiens ou d’Espagnols — je ne sais plus !

Les États-nations, par leur prétention complètement abusive, qui ne peut pas se soutenir une seconde, à l’indépendance absolue, sont en train de bloquer d’une part le développement des régions et, d’autre part, celui d’une fédération européenne.

Je disais que l’Europe fédérée suppose des régions. L’existence de régions avec un large degré d’autonomie suppose des agences européennes avec tous les échelons intermédiaires qu’on voudra, tel que celui des fédérations nationales. Celles-ci sont, d’ailleurs, presque en majorité déjà en Europe à l’Allemagne fédérale, la Suisse fédérale, l’Espagne qui s’oriente vers un régime fédéral qui lui permettra d’entrer sans difficulté dans une fédération européenne ; ce qui ne sera pas le cas de la France, comme l’avait signalé le ministre Edgar Faure avant le référendum sur la question régionale qui a été repoussé et qui a entraîné le départ du général de Gaulle. Edgar Faure disait à la TV, à la veille du scrutin : « Il est essentiel que la France comprenne qu’elle doit se fédérer intérieurement, si elle veut adhérer sans difficulté [[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_17.jpg/full/full/0/default.jpg) à une fédération européenne ! » Il avait entièrement raison, mais sa voix n’a pas encore triomphé. En Angleterre, par contre, l’idée de *dévolution*, de transfert de pouvoir aux régions et de fédération de grandes régions fait des progrès considérables.

Je pense que c’est la formule d’avenir. Les grandes affaires aussi ont été amenées à choisir des formules de décentralisation très poussées, d’autonomie des branches différentes. Je crois que là il n’y a pas de doute. Malgré l’opposition apparente et purement formelle entre le mouvement vers les régions et le mouvement vers les fédérations, on peut dire qu’il s’agit en réalité d’un seul et même mouvement.

Quelle sera la taille dirigeable des entreprises ?

*Petite*, pour la même raison que je vous ai indiquée en parlant de l’Europe ou de régions.

*Small is beautiful*, le livre célèbre de Ernst Schumacher, donne des indications importantes sur ce qu’a été fait par lui dans le National Coal Board en Grande-Bretagne, soit sur les mesures de décentralisation adoptées par la General Motors. Il s’agit de décentralisation avec une certaine dose d’autonomie. Je voyais dans les journaux l’autre jour le projet de coopération sans fusion entre Saint-Gobain et Olivetti et je retrouvais tous les termes par lesquels je décris le fédéralisme ! Il ne s’agit pas que le gouvernement fédéral se substitue aux gouvernements des régions fédérées, mais qu’il leur permette de réaliser ensemble des objets qui sont trop grands pour chacun d’eux. Les autoroutes par exemple : il est normal que cela dépende essentiellement du pouvoir fédéral en Suisse. C’est trop grand, les communes ne peuvent pas mettre bout à bout leurs petits morceaux d’autoroutes, il faut une vision plus générale à cause de la *dimension* du projet. Dans toutes les entreprises imaginables, il y a des choses petites qui doivent être réglées à leur niveau et des questions très vastes qui ne peuvent être réglées qu’à un niveau supérieur — national, continental, voire mondial.

[[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_18.jpg/full/full/0/default.jpg) De même, pour les questions d’écologie, il est très clair que la plupart des problèmes écologiques sont à résoudre localement ou régionalement, le problème du Léman par exemple, le problème des lacs en général. Prenez n’importe quel problème écologique : il n’a jamais la dimension d’un État, fait au hasard, indépendamment des réalités, au hasard de l’histoire, des guerres, des traités. Les questions écologiques, c’est régional, ou c’est continental, ou c’est mondial dans le cas du sauvetage des océans.

La peur de manquer : les gens auront moins le souci d’économiser que celui de stocker. Qu’en pensez-vous ?

Je pense que ce sera une réaction normale, mais qui ne mènera pas très loin ; le stockage ce n’est pas une réponse durable et sûre. Il faut que les gens apprennent à produire eux-mêmes.

## III. Sur le plan quantitatif, y a-t-il des faits qui vous semblent mériter de notre part une attention particulière ?

### Évolution du prix de l’énergie

Il y a toutes les chances que cela grimpe tant qu’on en reste à essayer de composer avec les difficultés déjà signalées, telles que la raréfaction du pétrole, de l’uranium. Tant qu’on n’en vient pas carrément à de nouvelles formes d’énergie qui seraient chères au début, mais ensuite beaucoup moins chères. Le solaire serait la moins chère des énergies si cela se généralisait.

### Évolution du taux de l’inflation

Cela dépend de tant de facteurs ! Cela dépend de tous les rapports entre l’homme et la nature, et de savoir s’il l’exploite d’une manière rentable ou s’il détruit les ressources naturelles, les forêts pour gagner trop vite beaucoup trop. Cela dépend de tout le régime des relations avec le tiers-monde. Je ne me sens pas capable de répondre là-dessus ! Qui le peut ?

### [[p. 19]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_19.jpg/full/full/0/default.jpg) Exigences du consommateur

Les exigences du consommateur sont créées en grande partie par la publicité. Il faudra que l’éducation, les écoles s’y mettent et apprennent aux gens à mieux sentir et à respecter leurs véritables désirs, leurs véritables besoins. Je crois que pour ce qui est du nombre de mètres carrés pour un logement, on pourrait arriver à des *normes*, parce qu’il y a un grand invariant dans l’humanité, c’est la taille qui n’a pas changé d’une manière significative depuis des millénaires. Elle s’est un peu accrue dans les pays occidentaux à cause de la manière de se nourrir surtout dans les villes, mais depuis le xixe siècle, elle est en stagnation.

### Évolution du niveau de vie

Le niveau de vie, pour moi, n’a aucun intérêt. C’est le type même du faux problème ; il n’y a que la qualité de la vie qui importe. Il y a des gens qui avec un niveau de vie très inférieur au nôtre, selon nos mesures, sont beaucoup plus heureux, se sentent bien dans leur peau, et sont plus à l’aise dans leurs mœurs, dans leurs croyances, dans leur liberté que nous ou les Américains, avec des niveaux de vie considérables. On n’a jamais vu qu’il y a un rapport positif entre le niveau de vie très élevé et le bonheur des gens. Au contraire ! Voyez le nombre de suicides, des divorces, des maladies mentales dans nos pays riches.

### Évolution du degré d’intervention des pouvoirs publics

Il est destiné à s’accroître à la mesure exacte de notre degré de passivité civique. C’est à cause de notre passivité et c’est parce que nous n’utilisons pas nos facultés de liberté que l’État prend tellement de pouvoir. Quand on se plaint, c’est trop tard, cela n’a pas de sens, car l’État a exactement la force que lui laissent les abandons et les démissions des citoyens.

[[p. 20]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_20.jpg/full/full/0/default.jpg) Pour moi, l’État ce n’est pas seulement les bureaux des ministères de la capitale, les départements fédéraux à Berne ; l’État : il y en a à tous les étages, il y en a déjà dans le couple : celui qui rend les comptes, qui ordonnance les dépenses joue le rôle de l’État au niveau du couple. Il y a *de l’État* dans chacune de nos communes, il y a de l’État au niveau de la fédération. Il serait très bon qu’il y ait de l’État au niveau de l’Europe, et pour certaines fonctions — comme la surveillance des océans, au niveau mondial.

### Évolution de la part de consommation des produits en provenance de l’étranger

C’est un immense chapitre, dans lequel je ne voudrais pas m’engager. Tout ce que je voudrais dire avec beaucoup d’insistance, c’est que nous en Europe et en Amérique, dans l’Occident industriel, nous sommes en train de nous conduire comme des criminels à l’égard de beaucoup de pays du tiers-monde, en les obligeant à faire des monocultures pour l’exportation vers nos pays, à tel point qu’ensuite quand il y a une crise ou que les prix tombent, ils n’ont même plus de quoi se nourrir chez eux.

### Industrialisation de la construction

Si on continue cette évolution vers des constructions standardisées et mécanisées, de plus en plus de mauvaise qualité, on va vers des désastres sociaux, vers une délinquance délirante. Si, au contraire, on se tourne vers le développement de l’artisanat et la durabilité, la part d’industrialisation sera naturellement moindre ou elle consistera à produire des produits pour le « do it yourself » ou des corps de métier.

## [[p. 21]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_21.jpg/full/full/0/default.jpg) IV. Nous avons certainement oublié de poser des questions. Quelles sont celles qui, à la fin de cet entretien, vous viennent à l’esprit ?

Pour le dire en bref : à cause des *dimensions* et de l’ampleur des découvertes scientifiques, de la technologie qui en résulte, et des industries qui appliquent cette technologie, nous sommes arrivés à une sorte de gigantisme dans beaucoup de domaines, à des accumulations de matériaux, de capitaux, d’investissements, de machines, d’armes de dimensions telles que la moindre erreur peut devenir mortelle, pas seulement pour tout un pays, mais peut-être pour le genre humain. C’est une situation sans précédent dans l’humanité, qui a été créée par les sciences d’abord, et dont l’ampleur ne se manifeste pas seulement dans l’espace, mais dans le temps. Beaucoup de choses que nous produisons aujourd’hui risquent d’avoir des effets sur des centaines, des milliers de générations. L’exemple qui me vient immédiatement à l’esprit, c’est celui des déchets de plutonium dont on ne peut pas raccourcir la « période », qui est de 24 000 ans, de semi-activité radioactive. Cela pose des problèmes absolument insolubles devant lesquels les responsables ferment les yeux, disant simplement : on trouvera ! Le génie humain trouvera ! Je ne sais pas s’il y aura encore du génie humain quand il n’y aura plus d’hommes ! Il y a beaucoup d’autres exemples : la destruction des forêts de l’Amazonie, les sécheresses presque continentales auxquelles on assiste de plus en plus à cause de l’exploitation inconsidérée des forêts et des sols, sans aucune politique, à des fins commerciales.

Cela nous oblige dès maintenant — et la grande crise va venir d’ici à la fin de ce siècle — à renoncer à l’idée libérale, si sympathique au départ, que toute personne qui a une idée a le droit de la réaliser, que toute personne qui a trouvé un procédé nouveau peut créer une industrie et la développer d’une manière sauvage, sans aucun plan d’ensemble, sans aucun calcul de prévision des conséquences de la chose réalisée.

[[p. 22]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_22.jpg/full/full/0/default.jpg) Imaginez, si on avait demandé à Ford en 1900 : — « Qu’est-ce qui se passera et de quoi auront l’air les États-Unis, si vous arrivez à faire non pas quelques centaines de voitures comme cette première année, mais plusieurs millions, comme d’ici 33 ans ? » Il n’avait pas la moindre idée des résultats que nous connaissons : les villes pléthoriques et les campagnes vidées, les autoroutes, le bouleversement social et toutes ces conséquences que personne ne pouvait calculer : la pollution généralisée non seulement des airs, des eaux et des forêts, mais de l’alimentation, et la destruction de l’humus.

Nous ne pouvons plus continuer à faire n’importe quoi sans envisager les conséquences, et nous sommes maintenant condamnés à avoir une politique d’ensemble de l’industrie et des produits industriels, et des répercussions de leur production sur la nature, sur l’homme, sur la société. Je pense au nombre d’étages par exemple, et aux conséquences sur la délinquance. Nous devons avoir une politique globale. C’est une tâche qui peut nous paraître surhumaine, mais à laquelle il faut nous atteler immédiatement.

Avant de faire quoi que ce soit, il faut nous poser la question des finalités et des résultats.

La question des finalités, je ne la trouve pas du tout dans votre questionnaire, c’est-à-dire que tout repose sur l’idée que le développement va de soi. Plus on fera de choses de meilleure qualité et en plus grand nombre, mieux cela ira. Ce n’est pas sûr du tout, étant donné les dimensions que cela prend. Et l’immense répercussion latérale, c’est-à-dire les interactions par lesquelles un *système* se compose — le plus souvent au hasard dans notre cas.

Nous pouvons encore intervenir sur beaucoup de points, mais il nous faut une politique. Il y a nécessité urgente d’une politique de la technologie, de l’industrie, mais peut-être, avant cela, des recherches scientifiques. Chacun sait maintenant que les recherches scientifiques même dites « fondamentales » ne sont pas faites tout à fait au hasard. L’argument du libéralisme dans ce domaine n’est pas tout à fait honnête ; il y a certains ordres de recherche scientifique qui [[p. 23]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800605isover_23.jpg/full/full/0/default.jpg) sont fortement favorisés. Il y a d’énormes inégalités. L’exemple des recherches nucléaires et des recherches sur l’énergie solaire en dit long sur ces inégalités. Prenez le budget des communautés européennes de Bruxelles : il y a deux ans, il prévoyait 66 millions d’unités de compte sur la continuation des recherches nucléaires et 6 millions d’unités de compte pour les recherches sur l’énergie solaire. On voit bien que ce que l’on favorisait, et que c’étaient les recherches en rapport direct ou indirect avec la préparation à la guerre, car il est absolument exclu de nier l’interdépendance des recherches sur le nucléaire militaire ou civil, tout cela se touche, s’inter-nourrit. Donc, il nous faut revoir ce problème au niveau philosophique, religieux. Les textes publiés récemment par le Vatican sur les limites de la technologie et de la science sont des choses très importantes et qui pourraient apporter des réponses à votre enquête. Je peux vous fournir un de ces textes, qui va très loin dans l’exigence de globaliser tous les efforts et d’envisager leurs répercussions sur l’humanité, sur la liberté des hommes. Les recherches sur la biotechnique, en génétique : on ne peut pas continuer à laisser les choses aller sans savoir à quoi cela peut mener. Le progrès scientifico-technique nous accule au dilemme : progrès moral et spirituel ou désastre global. Et chaque industrie me paraît être responsable de réévaluer — dans cette conjoncture qui devient dramatique — ses finalités et ses moyens. Ces derniers sont-ils vraiment au service de l’humanité, ou sont-ils les moyens au service du profit à court terme d’une demi-génération ?

Voilà, c’est le principal de ce qui me semble devoir être dit.

# [ddr19800918ecoropa] Un cap de nouvelle espérance pour le navire désemparé de notre société occidentale (18 septembre 1980)[[4]](#footnote-4)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800918ecoropa_01.jpg/full/full/0/default.jpg) I. Nous sommes ici, une fois de plus ensemble, pour essayer de formuler les principes de cohérence de chacun des deux systèmes antagonistes qui s’affrontent dans le monde d’aujourd’hui : l’un qui gouverne en fait, qui veut la puissance et qui l’a, et qui peut donc en abuser ; l’autre qui voit à quels désastres non seulement humains, mais cosmiques nous mène nécessairement cette volonté de puissance, mais qui ne peut que *discourir*, presque rien *faire*, parce qu’il ne dispose pas des moyens d’imposer sa vision, son savoir, sa sagesse, parce qu’il ne dispose pas des mass médias, des finances et de la police.

Nous sommes ici pour formuler une fois de plus les relations inévitables entre valeurs morales, procédures politiques et finalités de l’économie ; entre l’homme créateur et la nature productrice ; entre les formes de l’État et la satisfaction des désirs humains ; entre les régions et les rendements énergétiques, etc. ; c’est-à-dire que nous sommes ici pour affirmer une fois de plus l’irréductible opposition entre le système régnant des nations souveraines, de la *centralisation étatique* et de l’épuisante *énergie nucléaire*, système qui comporte et implique la guerre, et le système seul désirable et seul viable : celui des *régions fédérées*, et des *énergies solaires inépuisables*, celui qui conduit à la paix, ou qui, du moins, la rend possible.

Je dis bien qu’il n’y a dans notre société que deux systèmes de valeurs radicalement antagonistes : celui qui vise d’abord et peut-être même en fin finale à la *Puissance* ; et celui qui vise d’abord et surtout en fin finale, à la *Liberté*.

Dans tous mes livres, j’ai poursuivi une impatiente méditation sur ces deux thèmes, et ce n’est qu’avec [mon dernier livre, sur l’*Avenir*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena), que je suis arrivé à une formule assez simple pour me convaincre, et que voici :

— *la Puissance, c’est le pouvoir que l’on prend sur autrui*.

— *la Liberté, c’est le pouvoir que l’on prend sur soi-même*.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800918ecoropa_02.jpg/full/full/0/default.jpg) II. Il me paraît très important de porter maintenant notre réflexion écologique sur l’économie, et de vérifier que, dans ce domaine aussi, les écologistes ne peuvent manquer de trouver un langage spécifique, pour des analyses analogues et surtout, pour des projets communs.

Les conférences que vous allez entendre en seront témoins, j’en suis sûr : qu’il s’agisse de celle de mon collaborateur et ami Orio Giarini, de celle de René Passet dont [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond) publiait il y a quelques jours une interview d’une extrême densité et à mon sens entièrement convaincante, de celles enfin de Georgescu-Roegen et d’Ivan Illich, toutes convergent : l’économie doit être faite pour l’homme et non l’homme pour l’économie.

Or l’homme vient de changer au xxe siècle plus vite qu’il n’a changé depuis vingt siècles.

Les membres d’Ecoropa ne sont pas les seuls à en tirer des conséquences à bien des égards révolutionnaires, telle que celle des rendements décroissants de la technologie, des *dés*économies d’échelle, de la correspondance organique entre complexité et stabilité, entre diversité et possibilités d’union…

III. *Mais après ?* Ce consensus devrait se traduire au plus vite en mesures concrètes dans nos sociétés actuelles, où sont en train de s’organiser des désastres très exactement calculables…

Mais rien n’annonce une telle évolution. Bien au contraire ! La toute récente conférence internationale sur l’énergie, à Munich, a fait voir à quel point les dirigeants politiques et économiques de nos États-nations sont encore extrêmement et comme naïvement prisonniers des valeurs du xixe siècle : rentabilité – profit – quantité – centralisation à tout prix – en vue de la guerre.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19800918ecoropa_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Les valeurs du xixe siècle se prolongent parmi nous malgré tout ce qui les nie, d’Hiroshima à Téhéran. *Il est tard en Europe*. *Il est très tard* !

Je propose que notre prochaine rencontre, aussi prochaine que possible, soit consacrée à l’examen des mesures tactiques et stratégiques, susceptibles de tirer un parti constructif des catastrophes d’ores et déjà inévitables.

Nos recherches et nos discours ne peuvent à peu près rien changer dans l’immédiat. Seules, les catastrophes prochaines — à condition qu’elles ne soient pas totales, évidemment — pourront secouer l’inertie générale, changer l’état d’esprit des responsables (ou des irresponsables) qui nous gouvernent et des masses qui les suivent aveuglément.

Et c’est à ce moment-là qu’un mouvement comme le nôtre pourra trouver sa chance *d’agir*, c’est-à-dire d’orienter ou de réorienter le cours réel des évènements. Je vois le rôle futur d’Ecoropa comme celui d’une équipe de premiers secours, intellectuel et imaginatif, *first aid team*, capable de faire voir immédiatement les raisons et les conséquences de ces avertissements par le désastre, capable surtout de faire voir de nouveaux buts pour le progrès humain, et de fixer un nouveau cap, un cap de nouvelle espérance pour le navire désemparé de notre société occidentale.

# [ddr19801111gipri] « Imaginer la vérité de la guerre demain, c’est déjà une action pour la paix » (Discours pour l’inauguration du GIPRI) (11 novembre 1980)[[5]](#footnote-5)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Permettez-moi de corriger d’abord l’erreur qui s’est glissée dans le titre de mon intervention de ce soir[[6]](#footnote-6) : ce n’est pas d’un enjeu *moral,* mais d’un enjeu *global* que je vais vous parler. Et vous verrez tout de suite pourquoi.

Autrefois, les enjeux des guerres étaient limités : on avait décidé de s’emparer d’une province ou d’une ville, de venger un affront fait au roi, de défendre la liberté d’un pays. Ce n’est guère qu’à partir de la Révolution française que les enjeux deviennent idéologiques : c’est pour la liberté que l’on combat, contre les tyrans (la Convention de 1792 déclare la guerre « aux rois d’Europe »). Au xxe siècle ce sera pour l’idéal fasciste ou raciste contre les démocraties décadentes, pour le socialisme contre le capitalisme, etc. Ces enjeux étant mal définis, mal vérifiables, mal limités, ils tendent vers l’illimité, et la guerre elle aussi tend à devenir non limitée et donc totale.

Mais l’intervention de la Bombe le 6 août 1945, à Hiroshima, va transformer radicalement la nature et le sens de la guerre.

À cause de la puissance des armes qu’on ne cesse d’inventer et de produire, la Bombe A, la Bombe H, ces dinosaures déjà, et toute la suite : fusées nucléaires stratégiques et tactiques, missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples, bombes à neutrons, armes à faisceaux de particules ou faisceaux laser, ces « rayons de la mort » de la science-fiction, sans compter les armes bactériologiques et chimiques qu’on expérimente en secret — à cause de tout cela dont on ne voit pas le terme, l’enjeu d’une guerre demain sera nécessairement la domination globale, totale et définitive de l’humanité, mettant fin à l’histoire, pour autant que celle-ci est l’histoire des conflits entre les peuples ou leurs États, et y mettant fin par l’anéantissement non pas des armées, mais des peuples.

Il se peut que cette vision d’apocalypse soit le fruit d’une évaluation exagérée de la puissance des armes nouvelles. Ce ne serait pas la première fois que l’on commettrait une erreur de cet ordre. Hegel pensait que Napoléon imposerait une fin à l’Histoire parce qu’il avait le plus grand nombre de baïonnettes. Juste avant la dernière guerre, j’ai entendu à Paris un philosophe marxiste soutenir que Hegel s’était trompé : c’était en vérité Staline qui allait mettre un terme à l’histoire, parce qu’il avait le plus grand nombre de mitrailleuses.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Aujourd’hui, ce qui est invoqué, ce sont bien sûr les armes nucléaires, avec beaucoup moins de chances d’erreur, car elles ne sont pas simplement deux fois ou dix fois plus puissantes, mais 100 000 fois, ou un million de fois plus puissantes que tout ce qui avait jamais été connu avant la bombe d’Hiroshima.

[J’ai demandé un soir à Einstein (la seule fois où je l’ai vu, c’était en 1947 à Princeton)](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1946-1948/ddr19470809pp) : « Que pensez-vous qu’il resterait de l’humanité au terme d’une guerre atomique ? » Il m’a dit : « Probablement une vingtaine de millions de survivants dans des angles morts. »

Si l’enjeu de la guerre demain devient total, global, à cause de la puissance des armes utilisées, alors nous sommes en pleine aberration, nous entrons en démence pure, car un enjeu total ne peut qu’être perdu : la « victoire » de l’un des camps — peu importe lequel — ou un échange de coups au but, équivaudrait en fait à l’anéantissement de l’humanité civilisée.

Même si de telles extrémités ne sont pas atteintes, il est certain que *tout* y prépare aujourd’hui, et que l’idée d’un cataclysme terminal n’est plus jamais absente de notre esprit, quand nous imaginons l’avenir, celui de l’humanité, ou le nôtre en elle, ou en tout cas celui de nos enfants et petits-enfants.

Mais dans la mesure où la guerre a changé de nature et d’enjeu, les attitudes pour ou contre la guerre doivent changer, elles aussi, radicalement.

Avant le 6 août 1945, face à la guerre, on était militariste ou antimilitariste, mais dans la guerre demain, où seront les militaires ? Tout se jouera sans eux et par-dessus leur tête, au mieux ils seront enterrés avec la tourbe des civils, dans des abris d’ailleurs inefficaces, où ils mourront ensemble, en convivialité pour ainsi dire…

Avant le 6 août 1945, on pensait avec Clausewitz, ce contemporain de Napoléon, que « *la guerre est un conflit de grands intérêts réglé par le sang* ». Mais en lisant dans [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond) du 28 octobre un article intitulé « Le marketing de combat », l’on [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_03.jpg/full/full/0/default.jpg) s’aperçoit que « les conflits de grands intérêts », réglés non par le sang, mais par le fric, sont les seuls aujourd’hui à utiliser et à prendre au sérieux les règles de la stratégie guerrière à la Clausewitz, cependant que la guerre nucléaire ne met en jeu ni sang ni gains, mais l’ensemble des moyens technologiques créés par l’homme pour rendre la Terre inhabitable.

Avant le 6 août 1945, ou bien on louait les vertus de courage, d’héroïsme, d’abnégation patriotique et surtout de *virilité* qui étaient l’apanage de l’armée, c’est-à-dire des militaires ; ou au contraire on rappelait le commandement du Décalogue : « Tu ne tueras point ».

Depuis le 6 août 1945, cette opposition est devenue sans objet, puisque la guerre, désormais, se fera sans militaires ou presque. Voici ce qu’en pense et qu’en publie le 20 avril 1946, le général anglais J. C. Fuller, l’un des meilleurs critiques militaires de l’époque :

La stratégie, le commandement, le courage, la discipline, le ravitaillement des troupes, l’organisation et toutes les qualités morales et physiques ne comptent plus devant une haute supériorité d’armement. S’il fallait parler chiffres, nous dirions que le facteur armement entre pour 99 % et les autres facteurs pour 1 % dans la victoire. Mais la conception actuelle de l’armement devient absurde. Dans la bataille « atomique », le nombre des combattants est réduit à un strict minimum. Ce principe deviendra absolu quand la bombe-fusée atomique aura été mise au point. Alors le soldat ne sera plus que le spectateur effrayé d’une guerre menée par des robots. La victoire appartiendra à celui qui disposera du plus grand nombre de bombes.

Quelle place y aura-t-il dans une guerre de laboratoires pour les tanks, l’artillerie, l’infanterie, pour les fortifications, les voies stratégiques de chemin de fer, pour les académies militaires, les écoles d’officiers et pour les généraux de terre et de l’air, les amiraux ? Aucune. Ne voyez là aucune exagération.

Personne ne saura ce qui se passe au-dessus de sa tête. Personne ne saura qui combat et contre qui (et pourquoi !) La guerre se poursuivra dans une sorte d’exaltation belliqueuse, jusqu’au moment où le dernier laboratoire sautera.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_04.jpg/full/full/0/default.jpg) S’il reste encore des vivants sur la terre, une conférence sera très certainement organisée pour décider qui est le vainqueur et qui est le vaincu".

Un an avant dans mes [*Lettres sur la bombe atomique*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1946lba1/3), j’avais écrit :

La principale victime de la bombe atomique a été la guerre, qui en est morte en trois jours. Sous sa forme militaire — c’était la guerre tout court —, elle a moins de chances de renaître et moins d’avenir que les ordres de chevalerie.

Je ne dis pas que les conflits vont cesser ; que les forts vont renoncer à se montrer forts, ou les faibles à s’agglutiner pour les abattre ; que les classes vont se fondre, les frontières s’évanouir, les gangsters de tous ordres modérer leurs ardeurs ; que les microbes font faire la paix avec les globules blancs, et les tigres devenir végétariens. Mais je dis que les militaires n’ont plus qu’à se consacrer aux sports. Que la guerre n’est plus leur métier. Et que par conséquent il n’y aura plus de guerre au sens classique et multimillénaire du mot.

« Il y aura toujours des guerres », nous disaient-ils. Sans doute. Mais ce ne seront plus les leurs, les « vraies », les héroïques, costumées et casquées, avec mouvements tournants, percées au centre, retraites stratégiques, mordant de l’infanterie, ordres du jour électrisants et grands chefs adulés par des effectifs considérables. Il faut en prendre son parti, l’ère des militaires a pris fin le 6 août à Hiroshima… Les capitaines au grand cœur et les armées en bel arroi qui s’avanceraient avec une mâle vertu au-devant de la bombe atomique, nous reviendraient après quelques minutes sous forme de buée légère. N’insistons pas : l’appareil militaire qu’ont chanté les Déroulède de tous les temps, appartient en principe aux musées, depuis le 6 août.

La guerre demain sera purement subie, n’appellera ni ne permettra aucun courage, aucune attitude virile, nulle impétuosité combative, mais au contraire évacuera la possibilité même de tout cela. Cette évacuation des vertus militaires par les armes nouvelles est une des conséquences inévitables de nos budgets de défense nationale : nos militaires y ont-ils songé ? Et nos antimilitaristes ? *Le danger est le même pour les uns et les autres*.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Tous ensemble, il nous faut aujourd’hui prendre conscience de la réalité d’une guerre demain, et de ce qui la prépare aujourd’hui : j’entends le système constitué par une économie, une technologie et une science sans freins spirituels, sans respect de la vie, au service d’une classe politique qui sacrifie l’avenir humain aux exigences de sa réélection ou de son idéologie.

Il y a quelques années, le célèbre économiste américain John Kenneth Galbraith avouait être l’auteur pseudonyme d’une préface au *Rapport* plus ou moins apocryphe intitulé *La Paix indésirable*, rapport qu’il attribuait à une commission plus ou moins gouvernementale, et dont il résumait avec une ironie dévastatrice les conclusions :

La guerre offre le seul système digne de confiance « pour stabiliser et contrôler » les économies nationales ; elle est la source de l’autorité politique qui assure la stabilité des gouvernements ; elle est sociologiquement indispensable pour assurer le contrôle « de dangereuses subversions sociales et des tendances destructrices antisociales » ; elle remplit une fonction malthusienne indispensable ; elle a longtemps fourni la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques.

Je me résume : il n’y a pour nous, en cette fin du xxe siècle, qu’un seul moyen de gagner la guerre demain, c’est de ne pas la faire, c’est de la rendre impossible.

Une première condition : ce sera de l’*imaginer*.

Et je voudrais vous lire ici quelques lignes du dernier livre publié juste avant sa mort, l’été dernier, par Maurice Genevois, cet auteur qui avait décrit mieux que personne, pour les avoir vécues, souffertes dans sa chair, les horreurs de la guerre à Verdun :

S’il est vrai que « gouverner c’est prévoir », la vérité de la formule appellerait un complément modeste ; car prévoir, c’est imaginer. On se souvient des coulpes battues alors qu’il n’en était plus temps, des « Je-n’ai-pas-voulu-cela » sur les millions de croix de bois et les cris des hôpitaux. Trente-cinq ans d’une paix précaire, [c’est aujourd’hui, en 1980] et voici que les chancelleries, les assemblées élues, les mass médias, en dépit des tueries qui ensanglantent partout la planète, évoquent à longueur de jour (et ça bavarde, [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19801111gipri_06.jpg/full/full/0/default.jpg) ça bavarde ; et les mots mêmes n’ont-ils plus de sens ?) les prochaines apocalypses, *au nom de Dieu, messieurs, imaginez* !

Mais comment attendre d’un peuple, comment attendre de chacun de nous, qu’il imagine ce qui se prépare, ces Verdun à l’échelle continentale voire globale ? Il y faut une information qui soit capable de nous réveiller et non pas d’endormir nos angoisses comme le voudraient les experts des gouvernements.

Imaginer la vérité de la guerre demain, c’est déjà une action pour la paix. *Et c’est à cela d’abord et peut-être surtout que le GIPRI peut nous aider*. Connaître les faits, les publier, analyser les mécanismes économiques et politiques que sont en train de mettre en place les technologues du désastre, c’est déjà travailler pour la paix. Connaître la guerre qui se prépare, c’est la refuser puisqu’il apparaît aussitôt qu’elle ne peut être que perdue par tous.

Il ne me paraît pas indifférent que le siège du GIPRI soit à Genève, non seulement au cœur de l’Europe, mais dans un pays neutre, c’est-à-dire : un pays qui se doit de tenir son rôle dans le drame énorme qui déroule autour de nous ses circonvolutions fatidiques et obscures : montrer pourquoi le refus une fois pour toutes de régler par les armes les conflits entre peuples — car tel est le vrai contenu de la neutralité —, pourquoi ce refus est la seule solution, la seule alternative au défi planétaire d’une guerre demain.

Pour mener à bien une telle tâche, il faut de l’argent, me direz-vous. Je voudrais rappeler ici la suggestion récente émise par le secrétaire général des Nations Unies : que chaque nation consacre un *dixième de 1 %* de ses défenses militaires à la recherche, l’éducation et l’information en vue du désarmement. Quand on sait que le total mondial des dépenses militaires dépasse déjà 500 millions de dollars, on se dit qu’un 10e de 1 %, soit 1 millième ferait encore une jolie somme. Le malheur est que nous ne pouvons pas compter là-dessus. Et l’espoir des organisateurs du GIPRI, c’est que beaucoup d’entre vous s’inscrivent et cotisent.

Commencez, commençons dès ce soir. Car l’enjeu de la paix, demain, c’est la survie du genre humain.

# [ddr19810519nf] Nicolas de Flue, le Solitaire par qui tous sont unis (19 mai 1981)[[7]](#footnote-7)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19810519nf_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans le monde de l’esprit et de ses œuvres, il n’est pas de chance imméritée : les choses ne viennent à point que pour qui s’y attendait, pour qui s’était obscurément disposé à les recevoir. Il importe au propos de ces pages que je marque d’abord la part des hasards apparents dans la création du [*Nicolas de Flue*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1939nf) qui me valut le bonheur de travailler avec Arthur Honegger.

Le mercredi 28 septembre 1938, au milieu de l’après-midi, je suis appelé au téléphone par un ami qui est à la Radio suisse. Est-ce la guerre, qu’on attend d’une heure à l’autre ? C’est Munich, c’est la paix (pense-t-on vraiment ce jour-là…), c’est l’avenir d’un coup qui se rouvre, mais aussi les problèmes qui reviennent, cette réponse à donner surtout…

Deux semaines plus tôt à Venise, j’écoutais Honegger dirigeant son *Nocturne* au théâtre de la Fenice. J’éprouvais une fois de plus que sa musique me touchait plus qu’aucune de notre temps, si haut que fût à mes yeux Stravinsky, et je me disais qu’un jour je ferais quelque chose, un opéra peut-être, avec et pour cet homme selon mon cœur…

Les menaces de guerre me firent rentrer en Suisse plus tôt que prévu. C’est à ce moment que l’on m’offrit d’écrire une pièce pour l’Exposition nationale qui devait s’ouvrir à Zurich l’année suivante.

J’étais en train de sortir mes uniformes d’une malle, je n’avais pas de sujet et je défiais quiconque d’en trouver un, en Suisse, qui fût de taille à occuper l’énorme scène dont j’avais vu les plans : 36 m de large, 18 m de profondeur, trois niveaux reliés par des marches, pas de décor ni de rideaux, tout cela béant devant une salle de 6000 places. Je demandai quelques jours « pour réfléchir » et n’en fis rien, certain qu’avant le terme fixé, la catastrophe réglerait tout. Sur quoi, le coup de téléphone que j’ai dit, toute la vie qui se reprend à vivre, les délais à courir, le sujet à me fuir. Le jour même, une vieille dame américaine m’avait fait remettre sans raison apparente une biographie nouvelle de Nicolas de Flue. J’en avais parcouru distraitement quelques pages. L’image scolaire que je gardais de cet ermite du xve siècle était bien pâle. Mais ce soir-là, je reprends le livre et je découvre un personnage [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19810519nf_02.jpg/full/full/0/default.jpg) fascinant. Mystique naïf en apparence,[[8]](#footnote-8) exerçant de son ermitage dans les Alpes un empire étendu et profond sur l’esprit de ses compatriotes, s’il a prévenu in extremis la guerre entre les cantons suisses, c’est par l’autorité que sa vie d’ascète donne au message secret qu’il envoie à la Diète et dont on ne connaît que le résultat : la paix sauvée « comme par miracle », disent les témoins. Tout d’un coup un contact s’établit, le passé se charge de l’émotion présente et lui prête en retour une dimension nouvelle, comme si c’était le message du solitaire qui venait de suspendre nos destins. Cette menace, cette attente au bord du gouffre, cette même minute où retenant son souffle, le peuple attend l’annonce fatidique, et tout d’un coup, à grandes volées, les cloches de la délivrance : c’est cela que l’Europe vient de vivre ! Nuit blanche. Trois actes se composent. Au matin j’ai tout le plan de la pièce, et j’en ai vu le paradoxe essentiel : peupler et animer une scène immense autour d’un seul personnage important, le Solitaire par excellence ! Revenir au théâtre grec avec son chœur ? Ce serait la solution formelle ; encore faudrait-il l’adapter à la structure essentiellement chrétienne du sujet. Je songe alors au style monumental des prophètes et des psalmistes. Nul autre ne possède, dans notre tradition, cette violente simplicité qui peut s’adapter à la fois à la déclamation d’un chœur en marche et au dialogue du drame civique et spirituel. Tout cela crée l’appel au musicien — et celui-ci qui ne peut être qu’Honegger.

Je vais le voir à Paris. Je ne le connaissais pas. En pleine gloire, à 46 ans, il vient d’écrire *Jeanne au bûcher* et la *Danse des morts* avec Claudel. J’ai quinze ans de moins que lui et ne lui apporte rien qu’une commande peu munificente. Je lui en résume les données, j’esquisse la structure de la pièce, suggérée par l’architecture de la scène, et les ressources du canton qui patronnera l’œuvre : une compagnie de théâtre d’amateurs et deux petits chœurs à Neuchâtel, un grand chœur et une fanfare à La Chaux-de-Fonds, 400 figurants fournis par diverses sociétés, et l’on fabriquera les costumes à domicile. Je tombe bien : Honegger vient d’écrire que la seule forme théâtrale à laquelle il croit pour l’avenir est « celle qui arrive à grouper toute une population ». C’est donc oui et l’on se met au travail dès novembre. C’est en janvier que tout sera terminé.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19810519nf_03.jpg/full/full/0/default.jpg) J’écris d’abord le 2e acte, et le lui envoie, puis le 1er, puis le 3e.

Une ou deux fois la semaine, je descends à Paris, de La Celle-Saint-Cloud où j’habite, et je monte au boulevard de Clichy avec quelques pages dans ma poche. (J’ai écrit le chœur des « Compagnons de la Follevie » sur les marches de son escalier, un jour qu’il était en retard.)

Nos entretiens sont strictement techniques. Il me demande combien il y a de cuivres durs et de cuivres mous dans la fanfare de La Chaux-de-Fonds. (Je n’en sais rien.) Il me prête un recueil de chorals luthériens, pour que j’en étudie la prosodie précise et m’en inspire. Il veut savoir la fonction, la durée, et presque la tonalité de chacune des interventions d’un des trois chœurs que j’ai prévus. Quelques fois il m’appelle au téléphone : « Au 5e vers de la troisième reprise du choral I, il manque une syllabe. — Ah ? Que faire ? — Eh bien ! nous mettrons un soupir. »

Il m’a dit : — Quand vous écrivez les paroles d’un chœur, chantez-les sur un air quelconque, comme Frère Jacques. Ce qui a été une fois chanté peut être remis en musique.

À chaque visite dans son grand atelier, il me joue au piano ce qu’il a fait. Il joue mal, je ne distingue pas grand-chose, une fin de choral pourtant, dont il me dit en riant : « Vous voyez, ça finit comme à l’église — catholique ou protestante, peu importe. »

Mais le dernier soir d’août 1939, à La Chaux-de-Fonds, assistant pour la première fois à une répétition des chœurs — et ce sera la dernière : la guerre est pour demain — je me sens littéralement transporté ! Voici chanté, clamé, ou soutenu par le chœur au sublime de la précision dans le sentiment, non seulement mon texte, mais tout ce que j’ai pensé et comme « arrière-pensée » en l’écrivant, puisrenoncé à y mettre faute de mots… Et surtout l’arrière-plan religieux de ma « légende dramatique » est ici *révélé*, tantôt en majesté, comme dans la prière « Mon Dieu ton serviteur élève la voix dans les ténèbres », tantôt avec un lyrisme aérien, alpestre, cristallin, comme dans le chœur fugué « Étoile du matin ».

Plus tard, je lui ai demandé le secret de cette divination, et il m’a dit modestement :

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19810519nf_04.jpg/full/full/0/default.jpg) « J’apprends par cœur les paroles et puis je me les répète continuellement, dans mon atelier, dans la rue, en conduisant ma Bugatti. Jusqu’à ce que la mélodie sorte des paroles. » Je le crois, c’est évident, mais cela n’explique pas tout. Il y a là plus qu’un processus psychologique ou de transmission par les mots.

Cette espèce d’harmonie préétablie, comment ne pas admettre après coup qu’elle ait gouverné dans le fait plusieurs séries de « hasards objectifs » comme dit André Breton, et tiré bon parti de leur convergence avec l’évènement historique, pour aboutir à notre oratorio, puis en 1945 à son exécution au Vatican, lors des fêtes de la canonisation (combien tardive) de Nicolas, premier saint suisse, célébré par deux protestants !

Si le style d’Honegger, dans la plupart des œuvres « à sujet religieux » qui font une bonne moitié de sa production, doit être qualifié d’essentiellement chrétien, ce n’est pas à cause des sujets ni des paroles et situations mises en musique, ni même des croyances de l’homme, quelles qu’elles fussent. Sa musique est chrétienne parce qu’elle est une prière, si la prière est l’acte de celui qui s’ouvre et s’ordonne à l’amour, donc à Dieu tel qu’il s’annonce au « cœur » de l’homme. Sa musique est chrétienne en cela qu’elle signifie par son affectivité même « l’adéquation psychique de l’homme au monde » pour reprendre une formule d’Ansermet, le fondement commun du monde et de sa propre existence, ou encore « le fondement de l’*être* dans le monde, à savoir Dieu »[[9]](#footnote-9).

En ce point tout s’éclaire et s’enchaîne. L’anecdote prend valeur d’exemple nécessaire, les hasards apparents deviennent autant de signes, s’organisent comme s’ils obéissaient à un plan, et rejoignent le cours d’une histoire vécue, la nôtre, dont ils révèlent le sens réel.

L’une des raisons qui avaient retardé la canonisation du Bienheureux était sans doute la crainte de susciter un motif de discorde entre catholiques et protestants suisses, et cela devenait spécialement grave au siècle des deux guerres mondiales. L’approbation *unanime* de la pièce, jouée à Neuchâtel en 1941 [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19810519nf_05.jpg/full/full/0/default.jpg) pour le 650e anniversaire du pacte du Grütli, en présence du Général, des plus hautes autorités suisses et du corps diplomatique, contribua, je le pense, à lever cet obstacle.

Luther et Zwingli avaient loué sans réserve les vertus du « Bruder Claus », et salué en lui le père de cette « paix suisse », qui devait se nommer plus tard neutralité. Après les représentations de Neuchâtel, en pleine guerre hitlérienne, face à la pire menace non seulement militaire, mais morale jamais encourue par la Confédération, Nicolas redevenait le symbole et l’apôtre de notre *défense spirituelle* — au sens fort, religieux du terme — et de l’union qui, une fois de plus, allait sauver notre pays.

Au début de cette année, Soleure et Fribourg célébraient le 500e anniversaire de leur entrée dans la Confédération grâce à l’action de Nicolas de Flue. Notre oratorio fut joué en cette occasion solennelle non seulement à Soleure et à Fribourg, mais, suprême consécration, dans l’église même de Sachseln, devant le tombeau du saint qui défend notre paix par les seules armes de l’Esprit.

# [ddr19820106pac] Pacifisme (6 janvier 1982)[[10]](#footnote-10)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820106pac_01.jpg/full/full/0/default.jpg) (Point de départ : l’article d’Edward Hughes, *Sélection*, janvier 1982.)

L’article étant intitulé : « D’où vient cette vague de pacifisme ? »,on est en droit de demander « D’où vient cette vague d’anti-pacifisme ? » qui est en train de déferler sur la presse occidentale, quotidiens et magazines, et sur les médias RTV (quasi unanimes) et qui consiste à dénoncer dans le pacifisme le pire danger qui menace aujourd’hui l’Europe de l’Ouest.

Un esprit de symétrie un peu puéril inciterait à penser que cet anti-pacifisme est « manipulé » par les États-Unis et à demander qui est ce Mr. Ed. Hughes : un agent américain ? Je pense qu’il s’agit simplement d’un journaliste en quête d’un bon sujet. Si son article a tant de succès (d’innombrables journaux de second ordre en Europe de l’Ouest le reproduisent, les autres s’en inspirent parfois littéralement, mais avaient-ils besoin de ça ?), c’est qu’il répond exactement à ce que l’Européen moyen attend qu’on lui dise : que face aux SS 20 et aux milliers de chars russes, il est temps de « rétablir l’équilibre des armements », et pour cela d’installer en Europe des milliers de missiles destinés à dissuader les Russes de nous attaquer. Ainsi nous protégerons la paix.

Si la symétrie des « manipulations » me paraît puérile, l’argument sur l’équilibre des forces nucléaires et la « dissuasion » me paraît infantile. Le général Buis l’a dit à la TV française : « Ces histoires de 5000 contre 7000 missiles (qu’on venait de montrer sur l’écran) sont aberrantes : 50 missiles de la plus petite espèce suffiraient à détruire l’Europe entière. »

Voyons, derrière ces *humeurs* des deux camps, quelles sont les *réalités* de la guerre possible.

1. *Réalités politiques*. Les USA dominent. Leurs intérêts sont avant tout économiques. Ils ont dans le monde, à ce niveau, deux concurrents : le Japon d’abord, puis l’Europe. En revanche, l’URSS est leur plus gros client (blé, technologie). Devant un dilemme Europe-URSS, leur intérêt économique est de protéger l’URSS, non l’Europe ; le gros client, non le concurrent.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820106pac_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Qu’on ne m’objecte pas les affinités et les incompatibilités idéologiques : le marxisme-léninisme est mort en URSS et les intellectuels marxisants et résolus sont certainement plus nombreux dans les universités des USA que dans tous les pays dits « communistes » réunis. Il n’y a que deux *causes* majeures confrontées à l’échelle mondiale : les USA tiennent à garder leur hégémonie économique, et pour cela ils utilisent l’idéologie démocratique et les mots d’ordre de liberté à tout prix (plutôt morts que rouges !), l’URSS (même sans parler de ses interventions en Afrique et en Amérique latine) tient à son empire européo-asiatique sous la domination russe, et pour cela elle utilise l’idéologie dite « socialiste », non plus à des fins révolutionnaires, mais au contraire « pour conserver les conquêtes du socialisme » (entendons l’hégémonie politique et économique des Russes sur l’Europe de l’Est, les Baltes, les Transcaucasiens, Arméniens et Géorgiens) et les Transcaspiens (Azerbaïdjan, Tadjikistan, etc. + Afghanistan).

La lutte entre ces deux « causes » n’est pas idéologique dans ses motivations réelles. C’est la rivalité de deux impérialismes qui subsistent après avoir écrasé tous les autres, à l’échelle mondiale.

2. *Réalités économiques*. Si pour les USA l’Europe est devenue un concurrent économique et un allié militaire rétif, pour les Russes elle représente un domaine technologique et industriel d’intérêt majeur, et dont il pourrait être intéressant de s’emparer sans risquer le désastre nucléaire par la réplique des bombes stratégiques américaines.

3. *Réalités militaires*. Reagan a déclaré que la guerre nucléaire pourrait être limitée à l’Europe. Ce qui signifierait :

a) une attaque russe (« tactique » ou non) détruirait les objectifs des Russes et leur interdirait l’Europe, pour cent ans, mieux que toutes nos armées et mieux que les USA.

b) une attaque russe « conventionnelle » (les chars) portant les Russes en 48 heures sur le Rhin (cf. la thèse du général Close). Pas de réaction américaine possible [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820106pac_03.jpg/full/full/0/default.jpg) avant 48 heures, donc l’Europe prise *intacte* et sans coup férir (nucléaire). L’occupation totale de l’Europe par quelques millions de soldats russes s’ensuivrait.

c) une attaque russe « conventionnelle » aussitôt contrée par des fusées Pershing et des bombes à neutrons. Nécessité pour les Russes de répondre par SS 20. Destruction totale de l’Europe de l’Ouest par SS 20, destruction de l’Europe de l’Est par Pershing, enfin destruction des plus grandes villes russes par les sous-marins nucléaires français. (La force de frappe française terrestre ayant été détruite par les SS 20.) Les objectifs des Russes sont perdus à tout jamais, une partie de l’URSS est détruite, l’Europe entière rayée de la carte industrielle, culturelle et touristique.

d) une attaque russe, nucléaire tactique ou conventionnelle, déclenchant une riposte nucléaire stratégique des USA. Destruction intégrale de l’Occident, de la Californie à l’Oural.

*Seule la « possibilité » b) mérite d’être envisagée*. Car a) ne saurait être *prévenu* ni par des milliers de missiles nucléaires en Europe, ni encore moins par les armées européennes. Ni, de fait, par les USA. Mais ce serait sans rime ni raison de la part des Russes, qui auraient *tout* à perdre.

c) inutile de gloser.

d) inutile de gloser.

Voyons donc ce que nous pouvons déduire de la « possibilité » b), seule probable.

Un armement nucléaire tactique des Européens, s’il entrait en jeu, déclencherait une riposte russe au moins égale, ce qui nous ramènerait à c), déjà exclu des « possibilités » acceptables, et aussi contraire aux « intérêts » des Russes qu’à ceux des Européens.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820106pac_04.jpg/full/full/0/default.jpg) *L’absence d’armes nucléaires tactiques européennes* et de missiles USA n’obligerait pas les Russes à utiliser contre leur gré et leurs intérêts leurs propres armes tactiques, et augmenterait donc fortement les chances d’une guerre non nucléaire. Il est probable que les chars russes déferleraient sans trop dedifficultés (sauf en Suisse) sur toute l’Europe. Mais alors (ici, [mon article de *Construire*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr19810304cons)).

Il n’est donc nullement exclu, il est même probable, que b) serait finalement désastreux pour le régime russe dit « communiste », et pourrait ouvrir de la sorte une ère de paix, et au moins la destruction de toutes les armes nucléaires dans le monde.

C’est notre seule chance de survie, et même de victoire.

Le pacifisme en 1982 consiste donc pour les Européens à refuser tout armement nucléaire américain ou européen ; à se préparer à une résistance civique universelle ([cf. mon interview dans *Construire*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr19810304cons)) dans nos pays ; et à diffuser largement, par tous les médias, sans relâche, les *raisons* d’une telle conduite.

# [ddr19820211lep] Débat sur le LEP, accélérateur de particules du CERN (11 février 1982)[[11]](#footnote-11)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_01.jpg/full/full/0/default.jpg) En prenant la parole ici ce soir, je cours un risque dont je suis très conscient — très sereinement conscient, dirais-je — celui de décevoir les deux camps en présence, dans la mesure où il s’agit de camps, précisément, c’est-à-dire d’équipes opposées, comme dans un match où il faut à tout prix *gagner*, ce qui reviendrait dans notre cas à convaincre cette assistance, et à travers elle l’opinion, et par là même, peut-être, les pouvoirs, que l’un des deux camps *a raison*.

Je n’ignore pas qu’il y a derrière ce jeu un peu puéril, un peu gratuit, deux groupes d’intérêts très concrets qu’il paraît difficile de concilier : intérêts d’une institution scientifique prestigieuse, et de l’avenir de ses chercheurs d’une part ; intérêts écologiques, sociaux, économiques, des habitants du pays de Gex et de quelques communes genevoises, d’autre part.

Ayant suivi les deux premiers débats, je me sens en mon âme et conscience incapable encore de choisir soit le LEP avec ses dangers toujours possibles, quoiqu’on ait dit, soit le repos du pays de Gex, mais pas de LEP, et peut-être, demain, plus de CERN.

Si j’affronte volontiers *le risque* de déplaire à tout le monde ce soir en suspendant encore mon jugement, c’est parce que j’ai à dire une chose, une seule, qui me paraît plus importante que tout : dans la conjoncture présente, *il ne peut plus s’agir pour nous de « gagner » contre un camp ou un parti, aux dépens d’intérêts légitimes, mais il s’agit de gagner tous ensemble, c’est-à-dire de chercher ensemble, et de trouver ensemble, le moyen, pour la société du xxe siècle de maîtriser les découvertes de la physique nucléaire, de la chimie, de la génétique et les technologies qui en sont issues, car elles menacent l’intégrité du genre humain, voire sa survie*.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Je ne suis donc pas *a priori contre* le LEP en tant que projet lié à l’avenir du CERN : le rôle que j’ai joué jadis comme directeur du *Centre européen de la culture* dans le lancement de l’idée d’un *Centre européen de la recherche nucléaire* me porterait plutôt à accorder au CERN un préjugé très nettement favorable.

Mais je ne suis pas non plus *pour* le LEP sans questions ; non point quant à la compatibilité théorique de ses objectifs avec la mission générale du CERN, mais bien quant à ses nuisances pratiques sur la vie dans ce pays de Gex qu’il se trouve que j’habite depuis 35 ans, et quant aux conséquences imprévisibles des découvertes qu’il permettra : personne au monde n’est en mesure de démontrer que le LEP ne pourra *jamais* servir à des fins militaires, c’est-à-dire, aujourd’hui, à l’extinction du genre humain, si ce n’est de toute vie sur la Terre.

Tout cela dit, j’ai accepté sans hésiter de prendre la parole ce soir, parce que je vois dans le débat sur le LEP un premier exercice, qui peut être exemplaire du débat, désormais inévitable, sur la recherche en général, et la recherche scientifique en particulier, sur ses enjeux et ses finalités, sur ses processus de décision et la nécessité de les soumettre au *préalable* d’une concertation tout à la fois civique, sociale, économique, écologique, et cela dans les domaines les plus « chauds » de la science et des technologies qui en résultent, qu’il s’agisse des centrales nucléaires ou de l’informatique, des manipulations génétiques ou des armes nouvelles, *beam weapons*, rayon de la mort, ou encore explosions pouvant entraîner la paralysie définitive de toute information dans des pays entiers qui auront été auparavant entièrement « informatisés », selon la formule à la mode.

Je pars d’un conflit déplorable entre certains espoirs à la fois très précis et grandioses, d’un côté, et des craintes plus confuses et terre à terre, de l’autre ; entre un certain romantisme prométhéen, et un réalisme simplement humain, entre la volonté de réalisation d’un projet qui passionne un certain nombre de scientifiques, et [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_03.jpg/full/full/0/default.jpg) les réactions instinctives de refus dans une population qui en subira les nuisances ou dangers éventuels.

De l’existence de ce conflit, et pour essayer de le résoudre, ou tout au moins de l’atténuer, est née l’initiative conjointe de l’I.V. et du CERN. Ce soir — et très *provisoirement*, je l’espère —, nous allons tenter de conclure un débat qui nous dépasse tous, largement.

Ayant, il y a deux ans déjà, cherché en vain à provoquer une discussion publique, à Genève, sur le LEP, il me fut répondu : — D’accord, mais à la condition que vous organisiez simultanément des débats du même type dans les 12 pays membres (message reçu)… J’ai donc salué de tout cœur l’attitude très ouverte du nouveau directeur général. Si elle avait prévalu dès le début, elle eût peut-être satisfait les citoyens concernés, et permis l’économie des actuels débats. Et c’eût été dommage, car, je le répète, ces débats me paraissent inaugurer une procédure indispensable, désormais, si nous voulons vivre en démocratie.

Toutefois, il faut bien le reconnaître : la décision de réaliser le LEP, prise en principe par les 12 gouvernements membres du CERN, a *précédé*, non pas suivi, notre débat. Les autorisations de construire sont encore attendues de la France et de la Suisse. Tout n’est pas joué. Il est cependant probable que sauf aboutissement très négatif des études d’impact en cours, la décision de construire le LEP sera prise d’ici quelques mois. On ne peut donc pas affirmer que nos débats, *postérieurs* aux décisions des États, puissent changer le cours des choses, ni que les citoyens du pays de Gex aient pu faire valoir, pratiquement, leurs droits de contrôle et leur autonomie.

Mais ce qui ôte à nos débats leur portée pratique, immédiate, ne les prive pas d’une valeur exemplaire et d’une portée plus générale, à terme. Je m’explique.

Par valeur exemplaire, je veux dire : valeur d’innovation, d’exemple à imiter, non pas, certes, modèle parfait du premier coup, bien loin de là !

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Nous n’avons ni les uns ni les autres évité tous les pièges de ce genre d’exercice. Le premier est de céder à l’animosité partisane ; j’ai entendu parler de « l’adversaire » pour désigner des gens d’un autre avis ou qui exprimaient tout simplement leurs doutes ; et cette phrase m’a frappé, en sortant d’un débat : « Oui, mais nous n’avons pas gagné ! » Trop de questions sont restées sans réponse. Et trop souvent, c’est l’*assurance* de certains responsables du LEP qui m’a parue fort inquiétante. Ils nous disaient en juin 1981 que le tracé choisi était « by far the most suitable » et même « the only possible one » et ils en donnaient les raisons ; quitte à modifier ce tracé trois mois plus tard, sans expliquer comment il est devenu meilleur que celui qui était en juin « le seul possible ».

De même, les nombreuses discussions auxquelles j’ai pris part sur le sujet des centrales nucléaires ne m’ont que trop habitué au recours à l’assurance hautaine que « toutes les précautions ont été prises ». Je ne vois pas que dans le cas qui nous occupe, on ait pris plus de précautions que pour la première traversée du *Titanic*…

Mais ce qui importe, en fin de compte, c’est l’existence même d’un débat ; public, prolongé, très ouvert, visant au maximum de transparence et de respect des opinions diverses : — *démocratique* pour tout dire.

Il se peut qu’un tel processus retarde les calendriers de la recherche. Mais ce n’est pas temps perdu que celui qui profite à une plus juste entente entre les hommes.

Autre aspect du conflit possible entre la démocratie et la recherche : il ne suffit pas que ceux qui savent *informent* le public et vantent leurs produits. Il faut accepter le débat avec des gens qui ne savent rien des quarks, mais plus de choses que vous sur leur petit pays, leurs soucis et leurs buts dans la vie.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Des initiatives très touchantes ont été prises par le CERN : journée « portes ouvertes » sur les bureaux et les grands appareils existants : le public peut y voir de ses yeux qu’il n’y a là pas le moindre danger… On peut aussi faire visiter des cathédrales pour démontrer que Dieu est bon, ou bien ouvrir la Kaaba de la Mecque pour que tous voient qu’Allah est grand.

Enfin, le LEP pose d’une manière brûlante le problème nouveau pour la science de sa dépendance de l’État quant au financement de la recherche. Car, comme l’observe avec lucidité Edgar Morin, « ni l’État, ni l’industrie, ni le Capital ne sont guidés par l’esprit scientifique : ils utilisent les pouvoirs que leur apporte la recherche ». Je mets en doute qu’aucun de nos États ne respecte la recherche fondamentale, et même ne la subventionne, s’il ne pense pas qu’elle peut augmenter ses pouvoirs industriels ou militaires. Dire que le CERN refuse de considérer les retombées de ses recherches ne prouve nullement que les États ne le subventionnent pas en vue de ces retombées.

⁂

J’en viens au cœur du débat de ce soir : la notion de responsabilité dans la recherche.

Je voudrais dire d’abord ceci : c’est que les découvertes de la science au xxe siècle développent des conséquences d’une telle ampleur qu’elles ne peuvent plus être soumises aux vérifications expérimentales.

— Quand je pose la question de *l’accident majeur* qui pourrait se produire à Creys-Malville, on me répond qu’il n’est pas question de faire une expérience en vraie grandeur : ce serait déclencher cet accident majeur dont on conteste d’ailleurs la possibilité !

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_06.jpg/full/full/0/default.jpg) — Quand je pose la question des résultats de certaines manipulations génétiques, on me répond qu’il faut attendre, pour savoir, un certain nombre de générations…

— Quand il est question de la guerre atomique, et de la défense civile, c’est-à-dire des abris, toute expérience réelle serait de l’assassinat.

Ce qui revient à dire qu’au xxe siècle, on a dépassé le seuil d’expérimentation « en vraie grandeur ». Personne ne sait ce qui pourrait résulter de quoi que ce soit, une fois passé ce seuil. Bel aboutissement du Progrès !

Le xixe siècle croyait encore à l’innocence de la recherche : tout ce qu’on allait trouver serait *bon*, serait en principe *meilleur* que ce qu’on connaissait. Toute découverte était progrès en soi et ne pouvait que contribuer au Progrès général du genre humain. Dans tous les cas, et en dépit du mythe de la boîte de Pandore, savoir était meilleur que non-savoir.

Un vers très étonnant de Victor Hugo exprime très bien cette foi naïve : « *Vous dites : où vas-tu ? Je l’ignore et j’y vais !* »

Aujourd’hui, et à cause des *dimensions* atteintes par les découvertes de la science et plus encore par les effets qu’en tire la technologie, nous n’avons plus le droit d’aller nul ne sait où : ce pourrait être aller au désastre final.

On me dira sans doute que dans le cas justement qui nous occupe ce soir, celui du CERN et de son projet LEP, il ne s’agit que de « recherche fondamentale », nullement d’applications technologiques, encore moins de retombées militaires. Oui, bien sûr… Mais je garde mes doutes quant à la possibilité, surtout de nos jours, d’une recherche entièrement innocente dans ses motivations comme dans ses résultats.

L’illusion me paraît très grave du chercheur qui ne se veut et ne se croit guidé que par la passion pure de savoir, de connaître d’une manière toujours plus complète et cohérente le monde physique. Parce qu’en réalité vérifiable et lisible [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_07.jpg/full/full/0/default.jpg) dans l’ensemble des recherches qu’une société donnée fomente et encourage, ce sont les valeurs et croyances les plus répandues, les plus actives et réellement motrices qui déterminent la plupart des chercheurs, le plus souvent à leur insu. Or ce sont aujourd’hui en Occident, des valeurs de puissance matérielle collective, industrielles, nationales, étatiques, de profit immédiat et de prestige certain. Ce sont ces valeurs-là qui incitent les États, les banques, les industries et les grandes fondations à financer très largement les recherches liées de près ou de loin au nucléaire, et cela trop souvent au détriment de nécessités humaines criantes. Ce sont les croyances réelles de notre société qui déterminent en fait (pas toujours consciemment) l’orientation des recherches fondamentales, et qui dictent les priorités budgétaires. Or elles conduisent, dans l’ensemble, à la guerre, une guerre qui a toutes les chances, cette fois-ci, d’être bien la dernière de notre histoire.

Que devient, dans ces conditions, la responsabilité du chercheur ? Elle est plus grande que jamais, mais il ne peut plus l’assumer. Ses découvertes risquent de déclencher des catastrophes qu’il est incapable de prévoir. En sera-t-il tenu pour « responsable » ? On sent ici l’ambigüité du terme. Je dirai non, il n’est pas responsable moralement de ce que nulle science ne peut prévoir ; mais comment pourrait-il redevenir responsable de la nature même de sa recherche ? Je ne vois pas encore de solution au problème dramatique que nous posent ces trois impossibilités simultanées : *l’impossibilité de brider la recherche, l’impossibilité de ne pas appliquer ses découvertes et l’impossibilité de vivre avec ces applications (ou de leur survivre)*.

L’homme d’aujourd’hui, qui en général ne croit plus qu’à la science, se trouve par là même sans défense contre les dangers qui surgissent de ses applications sans frein ni prévision. Quelle limite absolue, quel principe de « prudence » (comme on disait au Moyen Âge), quels critères absolus, quelles fins dernières pourrait-il encore invoquer pour en déduire ce qui nous fait si dangereusement défaut ; une véritable *stratégie de la connaissance* ?

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_08.jpg/full/full/0/default.jpg) De là sans doute cette idée qui se répand dans certains milieux intellectuels, que la recherche, besoin vital de l’homme, ne devrait plus être confiée essentiellement aux scientifiques, ni dirigée essentiellement, comme elle l’est en Europe depuis des siècles, vers la connaissance des lois de la matière et des pouvoirs sur la matière, mais qu’il serait grand temps de l’orienter vers le domaine mal exploré par l’Occident, des réalités de l’esprit, des conditions d’un *vrai progrès* de l’homme, et de sa liberté plutôt que de sa puissance. C’est tout le problème des *finalités* de notre existence qui se trouve posé, ou plutôt qui nous est imposé par le risque total que la science a créé, celui de l’holocauste nucléaire.

Ceci m’amène à proposer, en conclusion, une idée que j’avais soumise il y a longtemps de cela — en 1958 — à une cinquantaine de personnalités de la science et de la culture en général : l’idée de former un *Conseil européen de la recherche*, réunissant des représentants de toutes les branches de la recherche, en sciences physiques et naturelles, économie, sociologie, biologie, génétique, médecine, mais aussi philosophie, religion, éducation, droit international, histoire, arts, anthropologie, ethnographie, etc. Les fonctions du Conseil seraient essentiellement de rechercher un meilleur équilibre dans la promotion des recherches, afin d’éviter l’insistance excessive sur les sciences physiques, de favoriser de nouvelles orientations vers des réalités trop négligées de nos jours, mais aussi de se prononcer sur des projets tels que celui du LEP, précisément, qui a été l’occasion de nos débats.

Je ne m’étendrai pas, ce soir, sur la description du Conseil, sa composition, son statut, et ses chances de succès. Je préciserai seulement ceci : l’exemple des recherches nucléaires aboutissant à la bombe atomique doit nous rendre conscients de la nécessité d’un organisme de prévision d’un genre nouveau, capable de remettre en cause la nature même de ce que l’homme d’aujourd’hui tient pour la vraie, la seule réalité, la réalité scientifique. Je l’ai dit : rien n’est plus innocent [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820211lep_09.jpg/full/full/0/default.jpg) dans nos recherches. Ce qui nous manque désormais, c’est ce qui permet à tous les êtres vivants de durer : *un organe ou un système de régulation*. C’est l’office que devrait accomplir le Conseil d’orientation de la recherche.

Si parmi les participants à nos débats il s’en trouve que l’idée que je propose intéresse, j’y verrais un signe de plus de l’utilité de telles rencontres, du besoin auquel elles répondent, et j’avoue que j’en tirerais, pour ma part, une nouvelle raison d’espérer.

# [ddr19820512griso] Réponse à M. Grisoni (12 mai 1982)[[12]](#footnote-12)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820512griso_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Avant toute réponse à l’article publié par *Le Matin* du 19 avril, il est indispensable de préciser les deux points suivants :

1. Le procès que j’ai fait à D. Grisoni, et qui a été plaidé le 20 avril, visait exclusivement la recension par D. Grisoni du dernier livre de B.-H. Lévy, parue dans la revue *Lu* en forme de fiche bibliographique ; et dans cette recension, le passage suivant, au sujet de l’accueil fait à Pétain lors de son arrivée au pouvoir en juin 1940.

Je cite :

*Pêle-mêle les discours s’entrecroisent, se chevauchent, se répondent. Là, ceux de droite, tenus par leurs sombres thuriféraires, bien connus, les Drieu, de Rougemont et autres Doriot et Darquier de Pellepoix : recours à la Terre, rappel de la Race, éloge du Corps, haine de l’Argent, amour de la Nation.*

C’est là-dessus que j’attaque, sur cela seul : sur cette assimilation qui est faite expressément de moi et de mes idées à la personne et à l’action de deux des plus grands criminels de guerre qu’ait produit la France au xxe siècle : l’ancien chef communiste fondateur de la LVF et le responsable du massacre de dizaines de milliers de Juifs dans les camps de la mort nazis.

2. Sommé de donner ses preuves quant aux faits invoqués, Grisoni n’a rien pu répondre, n’a pas même essayé de répondre, et n’a même pas pu dire au tribunal si ses accusations précises et infamantes rendaient compte de faits rapportés dans le livre analysé, ou étaient simplement inventées par lui.

Il ne lui restait plus qu’à parler d’autre chose, à tenter d’égarer l’attention dans un dédale de citations tripatouillées, d’où résulterait, par exemple, que j’ai fait preuve d’un « antisémitisme vulgaire » et d’une admiration « extatique » pour Hitler. (Je parlais du « regard extatique » de Hitler ! Il a mal lu.) Je ne perdrai pas mon temps [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820512griso_02.jpg/full/full/0/default.jpg) à démontrer le mécanisme du procédé et sa perfidie (« savamment mesurée », avoue-t-il) ; cela m’obligerait à recopier ici une dizaine de pages de mes livres et de mes articles de 1932 à 1942, rétablissant le sens des fragments de phrases et groupes de mots qu’on y a découpés pour en recomposer une mosaïque de diffamation. L’art de faire dire aux « textes » ainsi produits tout le contraire de ce qu’ils signifient dans leur contexte, ce Grisoni l’a bien appris de son petit maître Lévy. C’est tout ce qu’il peut, et cela n’apporte pas l’ombre d’une preuve aux affirmations que je dénonce : à savoir qu’après le 17 juin 1940, pour saluer Pétain, j’aurais rejoint Doriot et Darquier « mes frères d’armes… à la pointe du combat, [pour un *fascisme national français*] présent sur chacun des fronts essentiels », comme il le précise dans *Le Matin* du 19 avril.

⁂

Dans leur délire d’interprétation des textes et leur mépris affichés des *faits*, MM. Lévy et Grisoni ont oublié qu’à toute leur thèse s’opposent deux impossibilités totales, l’une matérielle et l’autre spirituelle.

L’avènement de Pétain date de la seconde quinzaine de juin 1940. Comment pouvais-je saluer le Maréchal au nom de la droite française et du « fascisme national » alors que je me trouvais depuis des mois à Berne, mobilisé en tant qu’officier suisse dans un service de l’État-major général ? Comment aurais-je pu rejoindre mes « frères d’armes » sans déserter en temps de guerre ? Eussé-je même voulu le tenter, deux faits « incontournables » (comme ils disent) me l’eussent interdit :

— [Pour un article sur l’entrée d’Hitler à Paris, paru le 17 juin dans la *Gazette de Lausanne*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/glaus/ddr19400617glaus), (entre l’élection de Pétain et l’Appel de Londres) j’avais été accusé par la Légation du IIIe Reich « d’insulte à chef d’État », et j’allais être condamné à quinze jours de forteresse, au secret, pour avoir « mis en danger la sécurité de la Suisse ».

— Au même moment, je préparais la création d’un mouvement civil et militaire (ce dernier clandestin) de résistance à tout prix aux nazis : la *Ligue du Gothard*. J’en avais rédigé le manifeste, qui [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19820512griso_03.jpg/full/full/0/default.jpg) parut sur une page entière, le même jour, dans 73 journaux suisses. Cette action de résistance organisée, la première en Europe sauf erreur, était dans le droit fil de *tout* ce que j’avais écrit depuis 1932 contre le fascisme sous toutes ses formes, noire, rouge ou brune, et contre tout ce qui allait se déchaîner sous le nom de « collaboration » et que j’avais dénoncé dès 1936 comme le danger d’un « fascisme *à la française* ».

Peu après, le gouvernement jugea prudent de m’envoyer aux États-Unis, en mission de conférences sur la Suisse. Empêché de regagner l’Europe par Pearl Harbour, je devais passer cinq ans de plus à New York. À l’Office of War Information, rédacteur principal de l’émission « La Voix de l’Amérique parle aux Français », j’eus l’occasion de m’exprimer plus librement sur mes « frères d’armes » putatifs, au moment où ils entraient en action (1942-1943) et l’on m’a dit que des journaux de la Résistance reproduisirent parfois mes textes, lus au micro quotidiennement par deux équipes d’*announcers*, parmi lesquels André Breton et Lévi-Strauss.

Grisoni, comme son maître sans doute, ignore ces « faits ». Il se plaint de ma plainte : elle constitue selon lui « un terrible *diktat* » contre leur « droit à la mémoire » et leur « patiente, mais obstinée quête de la vérité ». Il faut, s’écrie-t-il, « sceller dans l’oubli le nom et l’ouvrage » de gens comme moi.

Je ne puis pas rafraîchir, encore moins interdire, des « mémoires » qui seraient, dans leur cas, de plusieurs années prénatales. Je ne puis opposer à leur vœu d’oblitérer « mon nom et mon ouvrage » que le souhait qu’ils apprennent à lire, et par exemple à comprendre mes livres.

Mais il me plairait davantage de les convaincre que toute quête de la vérité commence par celle de la véracité.

# [ddr19821018ucufe] De l’unité de culture à l’union fédérale de l’Europe (18 octobre 1982)[[13]](#footnote-13)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_01.jpg/full/full/0/default.jpg) I. Union et unité européenne[[14]](#footnote-14)

Je partirai de quatre observations qui auront valeur de définitions.

*L’union* se fait, *l’unité* se constate.

*L’union* est une opération. On la veut, on la réussit ou non. *L’unité* est une donnée de base. Elle existe ou non.

Dans le cas de l’Europe, *l’union* politique librement nouée entre les peuples de la péninsule ne pourra s’instaurer que sur le fondement d’une *unité* spatio-temporelle bien définie d’histoire lisible et spécifique à travers les siècles, même si elle est multiple dans ses sources.

Cette *unité* de base est celle de la culture commune à tous les Européens d’aujourd’hui.

## II. « Ce qui s’oppose coopère, et de la lutte des contraires procède la plus belle harmonie » (Héraclite)[[15]](#footnote-15)

La culture commune des Européens a été définie par Paul Valéry comme celle, essentiellement, des héritiers d’Athènes, de Rome et de Jérusalem.

Dans une conférence donnée à l’Université de Zurich en 1922, il disait : « Toute race et toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise quant à l’esprit, à la discipline des Grecs, est absolument européenne. » Voyons cela de plus près.

Dès l’aube de la philosophie qui définit le monde occidental, Héraclite, magistrat suprême de l’une des premières cités grecques, celle d’Éphèse, écrit cette phrase décisive :

« Ce qui s’oppose coopère, et de la lutte des contraires procède la plus belle harmonie. » (Fragment 92, trad. Simone Weil).

De ce temps jusqu’à nous, tout concourt à nourrir ce paradoxe, cette loi constitutive de notre histoire : l’antinomie de l’Un et du Divers, l’unité dans la diversité, et la coexistence féconde des contraires.

La *Grèce* invente la cité (*polis*, d’où *politique*, dans toutes nos langues *Politik*, *policy*, *politique,* etc.) et elle la fonde sur le paradoxe du [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_02.jpg/full/full/0/default.jpg) citoyen libre parce qu’il est responsable, et réciproquement. Elle invente aussi l’analyse, et la poursuit jusqu’aux notions de l’atome matériel et de l’atome humain, l’individu. D’où les excès anarchisants, qui créent le vide social des grandes villes hellénistiques, vide social qui appelle les tyrans.

*Rome*, en réponse à ce défi, invente l’État (*status* : le stable) et ses institutions centralisées. Elle pousse l’ordre et la stabilité dans l’uniformité universelle jusqu’à l’irrémédiable Ennui, malgré plus de deux cents jours fériés sous Dioclétien. Le vide de l’âme, inoccupée, appelle les tempêtes de l’esprit.

Le *christianisme* apporte alors un troisième monde de valeurs, parfois mal compatibles avec celles de la sagesse grecque, souvent contraires à celles de Rome. À la morale grecque de la mesure comme à la morale romaine de la raison utilitaire, l’Évangile oppose les élans de l’amour sans calcul ; au droit de la force, le service du prochain ; au culte du succès, le sacrifice pour ceux qu’on aime.

De plus, le dogme de l’Incarnation porte à l’extrême la dialectique héraclitéenne de la coexistence des contraires, lorsque les conciles de Nicée puis de Chalcédoine formulent la définition de la Personne de Jésus-Christ comme « vrai Dieu et vrai homme à la fois, sans confusion ni séparation ».

Cette dialectique est passée dans nos mœurs, nos œuvres et nos institutions. Elle est donc constitutive de notre culture commune, et elle est restituée par celle-ci à tous les Européens de tous les âges, s’il est vrai que la culture représente « l’ensemble des informations non génétiques transmises de génération en génération » selon la belle définition de l’écologiste Paul Ehrlich.

Mais ce n’est pas tout. Avec les trois sources classiques, Athènes, Rome, Jérusalem, viennent confluer dès le haut Moyen Âge la source germanique et la source celtique. Les Germains apportent le droit communautaire et personnel, les valeurs d’honneur et de fidélité, tout ce qui permettra de concevoir et de formuler les principes du fédéralisme. Et les Celtes nous lèguent leur sens de l’imaginaire et du rêve, rédemption de l’échec historique, et le grand thème de la Quête aventureuse, symbole mystique.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Le trésor des symboles de l’âme, de la nostalgie de puissance, et de la connaissance transcendante, l’*Iliade* et l’*Odyssée*, puis l’*Énéide*, les *Eddas*, les *Nibelungen*, et les tomans de la *Table ronde*, jouent dès lors un rôle comparable à celui de la tragédie grecque et de la Bible judéo-chrétienne : grands textes éducateurs de la psyché individuelle et collective, des désirs du cœur, des passions et des volontés de l’esprit.

Tous nos poèmes d’amour, de l’Espagne à la Russie, dérivent de la *cortezia* des troubadours du xiie siècle.

Tous nos romans dérivant du Tristan primitif, l’Anglo-Normand Béroul, dans la mesure où ils sont de vrais romans.

Et la forêt de Brocéliande, image de l’au-delà et de l’inconscient, a inspiré la poésie anglaise moderne, les comédies de Shakespeare, les opéras de Wagner, les récits oniriques du surréalisme, la part du rêve dans la culture occidentale.

Faut-il enfin rappeler l’apport arabe, à travers l’Espagne médiévale, l’une des sources principales de la lyrique des troubadours, donc de l’amour tel qu’on le parle et qu’on croit le sentir en Occident ? Et l’apport slave dès la fin du xixe siècle ? Enfin, l’apport de l’Afrique noire, les masques, le jazz, le rock et les negro-spirituels aux mélodies d’ailleurs inspirées des cantiques du *revival* au pays de Galles dans les années 1830 — eux-mêmes tirés du folklore celte…

## III. « Rien de plus commun à tous les Européens que leur goût de différer les uns des autres »[[16]](#footnote-16)

L’unité de la culture européenne résulte donc non seulement de la confluence d’apports divers, mais aussi des conflits permanents qu’ils entretiennent. Beaucoup sont donc tentés d’en conclure à la nécessité d’une unification culturelle imposée comme préalable à toute union politique. Formés par les manuels scolaires et leurs stéréotypes nationalistes, beaucoup d’Européens répètent que les contrastes entre Allemands et Français, insulaires et continentaux, Scandinaves et Méditerranéens sont tels, quant aux modes de vie, aux confessions religieuses, aux institutions et aux coutumes civiques, qu’ils nous interdiraient de croire à l’existence d’une unité de culture, du moins assez consistante pour servir de fondement à une éventuelle union politique.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Sur quoi, tout en restant sur le plan de la culture, on peut observer :

1° Que les différences de langue, de religion, de race, de coutumes et de niveau de vie entre Bretons, Alsaciens et Provençaux, Souabes et Prussiens, Piémontais et Siciliens, ou encore entre pâtres catholiques de l’Appenzell et banquiers protestants de Genève n’ont pas empêché l’unification nationale de la France, de l’Allemagne, de l’Italie, ni la fédération des cantons suisses — pas plus que cette unification, d’ailleurs, n’a supprimé ces différences, encore que l’École et parfois même les tribunaux, dans les pays centralisés, s’y soient efforcés depuis un siècle.

2° Que pour pittoresques et voyants que soient les contrastes entre Suédois et Grecs, par exemple, il n’en reste pas moins qu’un Suédois lisant Kazantsakis, un Grec lisant Selma Lagerlöf, un Français et un Allemand lisant ces mêmes auteurs, y prendront très probablement le même plaisir, parce qu’ils y reconnaîtront les mêmes passions, les mêmes espoirs et les mêmes doutes, les mêmes mythes ou la même foi dominant l’arrière-plan millénaire sur lequel se détachent l’idée de la personne, la lutte contre le destin, l’acceptation du temps et donc de l’histoire, l’affirmation de la dignité de l’homme, valeurs fondamentales et spécifiques de l’Europe.

3° Et qu’enfin nos diversités sont si nombreuses et si jalousement entretenues qu’on peut y voir, précisément, comme une première définition de l’Europe. *Rien de plus commun à tous les Européens que leur goût de différer les uns des autres*, de se distinguer du voisin, de cultiver chacun sa singularité, jusqu’à y voir sa raison d’être.

L’Européen ne serait-il pas cet homme étrange qui se manifeste comme Européen dans la mesure précise où il doute qu’il le soit, prétendant au contraire s’identifier soit avec l’homme universel, soit avec l’homme d’une seule nation du grand complexe continental dont il révèle ainsi qu’il fait partie, par le seul fait qu’il le conteste ?

## IV. Des cultures nationales ?

La culture une et diverse des peuples de ce continent n’a pris conscience d’être européenne et non plus universelle qu’à partir de la chute de Constantinople (1453) et plus encore au lendemain des Grandes Découvertes.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Ses facteurs d’unité fondamentale, puissamment confirmés par la redécouverte de l’Antiquité et par la diffusion des Écritures imprimées va compenser durant les siècles de l’absolutisme — de la Réforme à la Révolution — les phénomènes de diversification nationale : en 1539, par l’édit de Villers-Cotterêts, François 1er impose le français comme seule langue officielle dans son royaume (contre le latin de l’Église et des traités, mais aussi contre les langues différentes des nationalités conquises) ; dans les Allemagnes, la Bible traduite par Luther, en Grande-Bretagne, la *King James Version* et le *Prayer Book* « nationalisent » une langue jusqu’alors multiforme et librement foisonnante au gré des diversités provinciales.

Cet équilibre entre l’un et le divers sera brusquement rompu par la Révolution française. Voici les faits.

Le 14 janvier 1790, la Constituante décide de faire traduire les nouvelles lois, rédigées en français de Paris, dans les langues usitées en Bretagne, Alsace, Corse, Roussillon et Pays basque. Elle considère que « l’emploi du français comme langue administrative de l’Ancien Régime est une conséquence du despotisme, et que l’esprit révolutionnaire doit trouver les moyens de tempérer cette espèce d’aristocratie du langage. » Quatre ans plus tard, la Commune de Paris règne à la place du roi, qu’elle a tué. Barère déclare à la Convention, le 27 janvier 1794 : « La langue française doit être le ciment de la nouvelle unité nationale. Elle doit être *une*, comme la République. » Quant aux 13 millions d’individus qui, selon l’abbé Grégoire, ne comprennent pas le français (c’est plus de la moitié de la population), ils n’ont qu’à retourner à l’école. Et Barère poursuit : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l’émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien[[17]](#footnote-17), et le fanatisme parle basque. »

Les résultats culturels de cette imposition d’uniformité par la force — cette force est ici Bonaparte — ne tarderont pas à se manifester : tout ce qui porte encore un nom de créateur quitte la France de Napoléon (Mme de Staël, Benjamin Constant, Chateaubriand, Joseph de Maistre…).

Ces mauvais souvenirs expliquent sans doute que certains nationalistes d’aujourd’hui redoutent qu’une Europe fédérée applique à leur France et à sa culture nationale les mêmes procédés que la France fit subir jadis à ses propres nationalités. Mais ils se trompent doublement : sur le sens du fédéralisme et sur la réalité d’une culture nationale.

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_06.jpg/full/full/0/default.jpg) La fédération est la forme d’union qui par définition respecte les diversités, garantit les autonomies, et interdit toute tentative d’uniformisation culturelle. Voir la Confédération suisse, avec ses 26 États souverains, où l’on parle en toute liberté quatre langues et d’innombrables dialectes. Voir aussi l’actuel projet de Constitution fédéraliste de la Belgique.

Quant aux « cultures nationales », il m’est arrivé plus d’une fois de nier purement et simplement leur existence, pour la raison que la culture en Europe a précédé de mille à deux mille ans le phénomène de l’État-nation centralisé. J’avais tort en ceci que nos États-nations tentent bel et bien de créer par décrets ces « cultures nationales » synthétiques, et ont parfois marqué certains succès dans cet effort éminemment impérialiste et radicalement antidémocratique ou « despotique », comme on disait en 1790.

Par la cour de Versailles dès le xviie siècle, par l’École et la presse, par les tribunaux et les médias sous l’Empire et sous les républiques, l’État-nation français a imposé un certain *accent* parisien à la culture dans l’Hexagone. C’est au prix d’un appauvrissement très certain de la langue, qui se mesure par la comparaison du vocabulaire de Montaigne avec celui de Voltaire.

Il en va de même — mais c’est beaucoup moins grave — de l’accent oxonien de la « culture britannique » et du *Hochdeutsch* dans les pays germanophones. À cela se borne la réalité culturelle des « cultures nationales ». Elles n’existent qu’en tant qu’on les enseigne. Si elles s’évaporent, rien de ce qui compte vraiment ne sera perdu.

En revanche, la fédération continentale va libérer l’essor des régions, le rayonnement des *foyers locaux*, et rouvrir nos pays aux grands *courants continentaux*, foyers et grands courants qui ont toujours été les deux éléments dynamiques de la culture en Europe.

## V. Foyers locaux, courants continentaux

Toutes les créations culturelles de l’Europe, sans une seule exception, sont nées dans les foyers locaux, couvents, ateliers, conservatoires, universités, laboratoires, petites cours « éclairées » ou un peu folles, sociétés de pensée, communautés de travail, etc.

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Des noms ? Padoue, Mantoue, Sienne, Florence et Venise, Naples et Milan, puis les cités rhénanes et flamandes, de Bâle à Bruges, mais aussi Tolède et Poitiers, Oxford et Prague ; plus tard Genève et Zurich, Weimar et Iena, Tübingen et Göttingen…

Là naissent les grandes écoles de musique, de mystique, de peinture, de philosophie. Elles vont traverser toute l’Europe, du Sud au Nord par l’axe rhénan, du Centre à l’Est, et à l’Ouest ibérique, comme l’on fait l’art roman, le gothique, le classique, le baroque et le rococo, les styles romantiques puis bourgeois (Louis-Philippe, Biedermeyer), le modern style, le symbolisme, le surréalisme, l’art abstrait…

Tous ces mouvements illustrent à l’évidence l’irréalité des frontières, mais en revanche la réalité des foyers régionaux.

Tous vérifient la loi qui veut que l’uniformité reste stérile, mais que (pour citer à nouveau Héraclite) « de la coexistence des contraires procède la plus belle harmonie », la créativité de la culture.

De cela notre époque a fourni deux illustrations mémorables, je veux parler de Vienne et de Paris, foyers locaux des grands courants de pensée et d’art du xxe siècle.

À la faveur de la coutume fédéraliste qui animait l’Empire austro-hongrois, la culture y est demeurée à la fois régionale et cosmopolite. Il en a résulté dans la Vienne du premier tiers de notre siècle une floraison d’écoles qui influencera et transformera toute la culture européenne d’une manière incomparable. Qu’il me suffise d’énumérer ici quelques exemples célèbres :

— *la psychanalyse*, avec Sigmund Freud, Adler, Ferenczi et tant d’autres ;

— *la logique du Wiener Kreis* de Wittgenstein, Hilbert, Carnap, et plus tard de Karl Popper, qui va dominer la scène universitaire anglo-saxonne sous le nom de *logical positivism*, nom que lui donnera son second père, Bertrand Russell ;

— *la musique dodécaphonique et sérielle*, avec Schönberg, Webern et Alban Berg, qui influencera Stravinsky, Boulez et presque tous leurs disciples et successeurs ;

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19821018ucufe_08.jpg/full/full/0/default.jpg) — enfin *une pléiade de grands écrivains* dont les seuls noms de Kafka, de Hofmannsthal et de Rilke suffisent à rappeler l’importance : ils caractérisent une époque.

Dans le même temps, Paris produit Valéry, Gide, Claudel et Marcel Proust, et l’on baptisera « École de Paris » une génération de grands peintres et sculpteurs venus en réalité de toute l’Europe à Montmartre puis à Montparnasse : Picasso et Miró, Chirico et Modigliani, Max Ernst et Hans Arp, Soutine, Zadkine et Chagall, Brancusi, Kisling, Foujita, et même quelques Français : Matisse, Braque, Derain…

## VI. « La paix par l’union fédérale »[[18]](#footnote-18)

Si la fédération des Européens doit exprimer demain les réalités créatrices de leur culture commune, elle ne pourra que traduire en formes et en institutions la double postulation *vers l’union* et *vers l’autonomie* qui représente la systole et la diastole du cœur de l’Europe.

Foyers locaux et grandes écoles continentales appellent au niveau politique les *régions* et la *fédération* ; les régions *en deçà* des cadres de l’État-nation, et la fédération *au-delà* de ces cadres.

Ainsi, la nature même de l’*unité* fondamentale des Européens, qui est leur culture une et diverse, appelle et rend possible l’*union* des peuples de l’Europe dans le respect de leurs diversités.

*Les autonomies fédérées* : tel est le seul avenir concevable — mais il est grand ! — de ce « cap de l’Asie », notre Europe, dont dépend aujourd’hui plus que jamais le sort du monde, — *la paix par l’union fédérale*.

# [ddr19830506drlr] Devise du régionalisme : point de libertés sans responsabilités (6 mai 1983)[[19]](#footnote-19)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Au printemps de 1983, j’ai été invité à introduire la troisième rencontre d’Action sociale romande, qui se tenait à Yverdon, sur le thème général de la régionalisation et de l’autonomie communale.

Ma conception de la région étant celle d’un « espace de participation civique » constitué par une « grappe de communes », je me suis souvenu, une fois de plus, en rédigeant mes notes pour cette introduction, des travaux d’Adolf Gasser sur les communes, qui avaient influencé dès l’avant-guerre les groupes personnalistes, notamment celui de la revue [*L’Ordre nouveau*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on), publiée par Arnaud Dandieu, Robert Aron, Daniel-Rops, Alexandre Marc et moi-même de 1933 jusqu’à la guerre.

Sur ces notes, je rédige aujourd’hui un texte plus complet, que je suis heureux de pouvoir dédier au professeur Adolf Gasser, en témoignage de ma vive et durable gratitude intellectuelle.

## I. Un espoir : les régions

C’est un bonheur pour moi, plus encore qu’un honneur, que d’être invité à introduire votre rencontre : elle se place en effet sous le signe du régionalisme et des autonomies communales, et vous me proposez d’y parler sur le couple indissociable de la liberté et de la responsabilité. Or, ce sont là précisément les mots-clés de l’action que je mène, depuis des décennies, en tant qu’écrivain, mais non moins citoyen, professeur, mais non moins organisateur responsable d’institutions culturelles et politiques, dédiées à la fédération des Européens. Les communes et les régions sont les organes vitaux de toute fédération, voyez la Suisse, et l’action que nous avons à mener pour une Europe fédérée est la première condition de la paix dans le monde d’aujourd’hui, c’est-à-dire pratiquement, de la continuation de l’humanité.

Ce monde d’aujourd’hui tel qu’il va, et tel que le caractérise sa *crise, pour la première fois mondiale* : inflation et chômage au Nord, famines au Sud, *terrorisme* partout comme en écho à « *l’équilibre* [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_02.jpg/full/full/0/default.jpg) *de la terreur »* — équilibre entretenu par les Deux Grands, comme pour se donner le temps de mieux préparer les armements requis par cette guerre nucléaire qui mettrait le point final à l’histoire des civilisations, — ce monde offre bien peu de motifs d’espoir. J’en distingue un toutefois — peut-être un seul — qui serait le réarrangement (et non pas « l’organisation ») de nos sociétés, non plus sous la dictée des États-nations animés par leur volonté de puissance et donc implicitement de guerre, mais sur la base de communautés vivantes, animées par une solidarité humaine génératrice de paix. Et cet espoir s’appelle : *régions*.

## II. Pourquoi des régions ?

Que ceci soit dit bien clairement d’entrée de jeu : par le terme de régions, je n’entends pas des ethnies qui seraient tentées de devenir des mini États-nations (exemple basque) ; ni des entités définies par un caractère unique : historique, géographique, linguistique, traditionnel ou économique ; mais bien : des *espaces de participation civique* constitués par des *grappes de communes*.

Comment justifier mon espoir ? Pourquoi des régions ? Je vais en donner deux raisons.

*Première raison* : *éviter la guerre nucléaire* est le devoir le plus urgent de tous les hommes et femmes d’aujourd’hui. Or *qui* décide, déclare et fait les guerres ? Ce sont nos États-nations absolument souverains, centralisés, bureaucratiques et militarisés, modèle Napoléon Ier, nés de la guerre et pour la guerre, uns-et-indivisibles dans leurs limites, à la fois politiques, économiques, jadis religieuses, aujourd’hui idéologiques ; soucieux avant tout de leur puissance et non des libertés de leurs sujets, et devenus si rigides dans le carcan de leurs frontières que leur seul mode de contact est le choc.

Il me paraît donc évident que la première condition pour éviter une guerre qui serait la fin des hommes civilisés, c’est d’empêcher de nuire ceux qui pourraient la déclencher et qui ne peuvent être que les États-nations.

Je ne propose pas de les détruire, c’est impossible. Je propose de les *dépasser*, à la fois par en haut et par en bas, et cela, c’est devenu possible au xxe siècle. Dépasser l’État-nation par en haut signifie *fédération continentale*, et par en bas, signifie *régions*.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Prenons le cas de notre Europe : les deux *guerres mondiales* du xxe siècle sont nées du choc des nationalismes absolutisés. La première condition d’une *paix mondiale* serait donc l’union de nos peuples européens en une fédération si possible neutre, selon le modèle suisse.

Or, il est aberrant d’imaginer et impossible de réaliser une fédération qui se fonderait sur l’union des quelque 29 États-nations entre lesquels se trouve divisée l’Europe actuelle.

Pourquoi serait-ce aberrant ?

Parce qu’il n’est pas imaginable qu’une fédération se fonde sur la base d’entités absolument souveraines : ce serait une *contradictio in terminis*. L’État-nation de modèle napoléonien refuse toute délégation de souveraineté à quelque entité plus globale que ce soit. Il constitue donc l’obstacle majeur, et même absolu, à toute union sincère et effective de nos peuples.

Croire qu’une « Europe des nations » est possible, comme on le fait à Strasbourg et à Bruxelles et dans tous les discours de nos chefs d’État, c’est croire à la possibilité d’une « amicale des misanthropes » — chose que l’on peut écrire ou dire, mais non pas réaliser. Car ou bien vous êtes misanthropes, et dans ce cas vous refuserez l’idée même d’une « amicale » ; ou bien vous désirez fonder une amicale, et dans ce cas vous n’êtes plus misanthropes.

Une fédération de l’Europe n’est donc pensable et ne peut se fonder en réalité que sur des communautés qui ne prétendent pas à la souveraineté absolue, mais tentent au contraire de se définir par leur solidarité, leur complémentarité, ou comme on le dit parfois, leur « subsidiarité ». Une fédération de l’Europe ne peut donc se fonder que sur des *régions* regroupées en fédérations locales, nationales, voire continentales, qui éprouvent le double besoin de former une union assez grande pour tenir en respect leurs grands voisins, mais assez limitée dans ses compétences pour respecter leurs autonomies après les avoir assurées, c’est-à-dire pour les laisser vivre à leur manière après les avoir empêchées de mourir.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_04.jpg/full/full/0/default.jpg) *Deuxième raison* : mais écarter les causes évidentes d’une guerre (nucléaire, chimique, économique ou terroriste) n’est pas assez. La paix n’est pas l’absence de guerre, on le sait. Il faut *créer la paix et l’animer*.

Là encore, les régions sont la réponse.

Non seulement parce qu’elles sont trop petites pour mener de grandes guerres, mais surtout parce qu’elles ont les dimensions justes pour animer et vivifier la vie sociale, communautaire.

Cette question de *dimension* me paraît primordiale.

De nombreux observateurs de nos sociétés actuelles — sociologues, économistes, politologues ou simplement philosophes — ont observé ce fait d’importance décisive : c’est que *nos États-nations sont presque tous à la fois trop petits et trop grands* pour assumer le rôle souverain qu’ils prétendent détenir. Ils sont trop petits pour jouer un rôle décisif à l’échelle mondiale ; et ils sont trop grands pour animer et vivifier la vie de leurs communes et de leurs régions.

## III. Responsabilité et liberté

Les régions ont toujours eu les dimensions que tous les sages de la politique, d’Aristote à nos jours en passant par J.-J. Rousseau, n’ont cessé de préconiser : elles doivent être « à la taille de l’homme », « à hauteur d’homme », comme nous le disions dans le mouvement personnaliste des années 1930, c’est-à-dire relativement petites, « de médiocre étendue » selon Jean-Jacques.

Aristote, dans sa *Politique*, tient que les dimensions de la *polis*, c’est-à-dire de la cité, premier modèle de l’État, ne doivent pas excéder celles d’un territoire et d’une population dont les hommes libres, les citoyens peuvent tous s’assembler sur une agora dont la grandeur soit définie par la portée de la voix d’un orateur « qui ne soit pas nécessairement Stentor ». Vingt-et-un siècles plus tard, Rousseau écrira dans son *Contrat social* que la vraie démocratie a pour condition première « un État très petit, où le peuple soit facile à rassembler ». (Il avait dans l’esprit, il l’a dit ailleurs, l’exemple de la République de Genève, dont les quelque trois mille [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_05.jpg/full/full/0/default.jpg) citoyens pouvaient se réunir dans la cathédrale). Plus tard, dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Rousseau revient avec insistance sur l’importance des dimensions de l’État non seulement pour la démocratie, mais pour la paix :

Grandeur des nations, étendue des États : première et principale source des malheurs du genre humain… Presque tous les États  prospèrent par cela seul qu’ils sont petits, que tous les citoyens s’y connaissent mutuellement et s’entregardent, que les chefs peuvent voir par eux-mêmes le mal qui se fait, le bien qu’ils ont à faire. Tous les peuples, écrasés par leurs propres masses, gémissent ou dans l’anarchie, ou sous les oppresseurs subalternes qu’une gradation nécessaire force les rois à leur donner. Il n’y a que Dieu qui puisse gouverner le monde, et il faudrait des facultés plus qu’humaines pour gouverner les grandes nations.

Et Rousseau de prévenir l’objection qu’on va lui faire : « Mais si la cité est très petite, elle sera subjuguée ? » Non, répond-il, car si elle se fédère avec d’autres cités, elle verra « comment on peut réunir la puissance extérieure d’un grand peuple avec le bon ordre d’un petit État ».

## IV. « Le règne du civisme »[[20]](#footnote-20)

Que devons-nous entendre par ce « bon ordre » dans la cité, sinon le règne du civisme, qui naît de la juste relation entre la liberté et la *responsabilité*, en couple indissociable.

Que la condition de la liberté des hommes soit leur responsabilité dans la communauté, c’est ce qu’ignorent les individualistes, et ils versent dans l’anarchie. Inversement, que la responsabilité d’un homme ne soit réelle que dans la seule mesure où il agit librement, c’est ce que veulent ignorer les collectivistes, les totalitaires, mais que les tribunaux savent bien : si un homme a tué sur ordre, « en service commandé », il sera peut-être décoré, et si son avocat peut démontrer qu’il a tué sous la contrainte d’une crise de démence, il sera sans doute acquitté[[21]](#footnote-21).

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Or seule une *petite* communauté peut permettre à la voix d’un citoyen d’être écoutée, de faire valoir son opinion, et de le faire en connaissance de cause. Le fracas de la « grande ville » étouffe tout, à commencer par l’exercice du civisme ; et les grandes dimensions « nationales » en font autant. D’où la phrase si souvent entendue : « Moi, je ne fais pas de politique, de toute façon mon vote se perdrait dans la masse, ça ne changerait rien, *on n’y peut rien !* »

Dans la région, et là seulement, on *peut* agir : voter d’une manière utile, choisir et assumer ses responsabilités, proposer des mesures, en refuser d’autres, au niveau des réalités que l’on connaît, que l’on peut voir et vérifier — au niveau quotidien des services à rendre à ses voisins, à la communauté : l’*action sociale*, nous y voilà !

Se faire entendre, agir dans la communauté, c’est cela que permet la région — et en même temps, c’est cela qui la crée ! Et non pas ce qu’on nomme « décentralisation » !

Car décentraliser, c’est encore tout faire dépendre des décisions du « centre », de la capitale, d’en haut. Or tout doit dépendre au contraire du civisme, d’en bas, de la communauté.

Le grand géographe français du siècle dernier, Vidal de la Blache, l’a fort bien dit : « Une région, il ne faut pas la délimiter, il faut la reconnaître. » C’est dire qu’une région doit se manifester d’abord spontanément ; se faire reconnaître par une action volontaire, au double sens de volonté et de volontariat.

## V. Compétences locales et régionales

Mais venons-en au concret de l’affaire. Ce qui suscite une région, la caractérise et en définit l’extension — laquelle peut varier selon les fonctions à assurer —, c’est ce que ses habitants ont à faire et peuvent faire. Ce sont les tâches dont les dimensions correspondent à celles de telle ou telle communauté. Cela paraît compliqué, et ce l’est très souvent dans les applications pratiques, mais pas dans la conception. Le sénateur américain D. Moynihan l’a formulé [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_07.jpg/full/full/0/default.jpg) avec une simplicité géniale : « *Ne confiez jamais à une plus grande unité ce qui peut être fait par la plus petite. Ce que la famille peut faire, la municipalité ne doit pas le faire. Ce que la municipalité peut faire, les États* (nous dirions : les régions) *ne doivent pas le faire. Et ce que les États* (les régions) *peuvent faire, le gouvernement fédéral ne doit pas le faire*. »

Principe facile à illustrer si l’on prend l’exemple des voies de communication : à la commune, les chemins vicinaux ; à la région les routes intercommunales ; à la fédération les autoroutes. Ou l’exemple des eaux : à la commune l’amener d’eau dans les maisons et les mesures d’épuration ; à la région, la protection des rivières et des lacs contre la pollution (une libre association régionale intéressant trois cantons suisses et deux départements français s’est constituée spontanément pour « sauver le Léman », ce lac le plus vaste, mais aussi le plus profond d’Europe, menacé d’eutrophisation irréversible d’ici quelques années, sauf intervention immédiate) ; aux fédérations de régions d’échelles nationales ou continentales, la protection des fleuves tels que le Rhin et des mers proches ; enfin, à une agence mondiale la protection des océans (déjà couverts d’un « film » d’hydrocarbures diminuant l’évaporation et menaçant de causer des sécheresses continentales).

Mais il y a plus : à l’échelle de chaque région considérée comme « grappe de communes », et tout d’abord de chaque commune ou quartier de grande ville, s’imposent des tâches communautaires auxquelles chacun et chacune *peuvent* participer utilement, et qui sont *créatrices de région*.

Commençons par ce qui est lié de plus près au territoire d’une région naturelle : *l’environnement*. Les problèmes d’environnement, dont les Européens ont enfin reconnu, depuis une ou deux décennies, les enjeux vitaux, sont pour la plupart d’abord et surtout régionaux : rendement des sols et des engrais, entretien des forêts, épuration des eaux, pollutions à prévenir ou à éliminer des eaux, des airs, des sols, surveillance par les usagers organisés des produits vendus par les grandes surfaces et les petits commerçants.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Deuxième exemple de problème dont la solution est surtout régionale : *le chômage*.

Dans son livre *Machinisme et chômage*, comme dans une suite récente d’articles au [*Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), Alfred Sauvy, qui n’est pas connu pour ses tendances « alternatives », en vient à affirmer que le problème du chômage, qui est pourtant à ses yeux « le mal impardonnable » de notre société industrielle, n’en est pas moins un faux problème. Selon lui, « 30 à 40 milliards d’heures de travail » attendent aujourd’hui leurs hommes. Il donne des exemples à l’appui : forêts, services sociaux délaissés, emplois flottants (travail au noir ou à temps partiel) et il précise, en un saisissant raccourci : « récupérer les papiers, les métaux, les verres jetés à la poubelle et qui traversent ensuite 42 feux rouges pour arriver à quelque décharge encombrante ; rendre visite à quelque vieux perclus dans le lugubre isolement, etc. Deux jours par semaine semblent un minimum, quelle que soit la conduite sociale. » ([*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), 14 avril 1983.) Or toutes ces activités sont par nature communales, au mieux régionales, jamais nationales. Et j’ajouterais volontiers à la liste du prof. Sauvy l’artisanat sous toutes ses formes, des plus prosaïques aux plus artistiques, activité presque totalement délaissée dans un grand pays comme la France, et qui pourrait y employer des centaines de milliers de personnes de tous âges.

Et enfin, mon troisième exemple est le plus évident, ici et aujourd’hui : c’est celui des activités diversifiées qu’englobe le terme d’*action sociale*, qui n’est jamais aux dimensions d’un État national, toujours à celle d’une commune ou d’une grappe de communes — d’une région.

## VI. Chances de la région dans l’Europe d’aujourd’hui

Mais enfin, me dira-t-on, quelles sont *les chances de réalisation en temps utile*, de votre utopie des régions ?

[[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_09.jpg/full/full/0/default.jpg) Quelques rappels de la situation présente dans neuf pays de l’Europe de l’Ouest me suffiront pour illustrer le « phénomène régional ».

*Italie*. La constitution adoptée au lendemain de la guerre et de la chute du fascisme prévoyait la création de régions autonomes et semi-autonomes (5 à statut spécial, 15 à statut ordinaire). Pour la mise en fonction de ce chapitre de la Constitution de 1946, il a fallu attendre jusqu’en 1970 : on avait peur que le Parti communiste ne détienne au moins trois régions. À l’usage, tous ont vu et admis que la région communiste de Bologne se comportait d’une manière exemplaire : les réalités communales et régionales s’étaient montrées beaucoup plus fortes dans le concret que les idéologies.

J’ajouterai ceci, à l’éloge d’un sens du compromis qui pourrait rendre même un Suisse jaloux : l’art. 5 de la constitution italienne est ainsi conçu : « La République une et indivisible reconnaît et favorise les autonomies locales. » Autrement dit : les jacobins centralistes et uniformisants reconnaissent et même favorisent la tendance des girondins… fédéralistes !…

*Autriche*. Dans cette République fédérale composée de provinces, la tendance générale est à la régionalisation de ses provinces.

*Suisse*. Les cantons ne sont qu’une première approximation de régions qui se dessinent aujourd’hui par-dessus les frontières non seulement cantonales, mais fédérales : les régions alpestres — de Nice à Trieste — sont en train de chercher des formules neuves répondant à leurs besoins spécifiques. Il en va de même depuis une vingtaine d’années déjà pour les régions transfrontalières, dont la *Regio basiliensis* reste le modèle (elle inclut Bâle, l’Alsace, et une partie du land Bade-Wurtemberg). Les cantons de Genève, du Tessin et de Schaffhouse ont pris des initiatives plus ou moins analogues avec leurs voisins français, italiens ou allemands.

(Au total, 45 régions transfrontalières de formules très variées s’organisent aujourd’hui en Europe de l’Ouest.)

[[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_10.jpg/full/full/0/default.jpg) *RFA.* Les vingt länder, formule fédéraliste prévue par les Alliés pour « punir » l’Allemagne après la guerre d’Hitler, ont abouti au « miracle économique » que l’on sait. Mais tous leurs problèmes ne sont pas encore résolus. Plusieurs länder, notamment, sont trop grands pour rendre justice aux besoins régionaux.

*Belgique*. La création de régions fédérées est la condition même de la survie d’une nation belge. Les projets proposés se fondent notamment sur des sous-régions formées de communes regroupées, qu’on a parfois voulu nommer des « fédérations de pays ».

*Pays-Bas*. Les 13 provinces traditionnelles se sont dotées d’organes de décentralisation administrative.

*Grande-Bretagne*. Le grand problème est celui de la « dévolution » progressive des pouvoirs centralisés par Londres à des provinces telles que l’Écosse, le pays de Galles, les Cornouailles, voire à des régions à constituer en Angleterre même. Les communes fusionnées y joueraient un rôle croissant.

*Espagne*. La constitution adoptée au lendemain de l’ère franquiste présente des caractères fédéralistes très remarquables. Elle définit l’État espagnol comme une union de « Communidades autonomas » déjà existantes (telles la Catalogne, le Pays basque) ou « à créer » : c’est ainsi que l’Andalousie et la Galice ont été dotées par un vote des Cortès, d’un statut de communauté autonome, correspondant aux plus anciennes traditions ibériques. Et ce n’est qu’un début.

Enfin, la *France*. Dans la patrie même des jacobins, en 1964, le gouvernement décrétait onze « régions de programme », premier pas vers une régionalisation plus poussée de la République « une et indivisible », régionalisation en laquelle le général de Gaulle disait voir « la réforme la plus importante de cette fin du xxe siècle ». En 1981, le gouvernement socialiste comporte un ministre d’État chargé de la régionalisation. Des conseils régionaux sont élus, leurs compétences définies, mais leur statut financier demeure encore problématique…

## [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19830506drlr_11.jpg/full/full/0/default.jpg) VII. Pour conclure

Rien n’est encore gagné, bien sûr ; mais on le voit : tout est en marche.

Maintenant, il dépend de chacun de nous que cette évolution, qui va vers la paix par la liberté et la responsabilité des citoyens, gagne sur celle qui va vers la guerre par la volonté de puissance des États-nations. Vers la guerre signifiant au concret : vers la vitrification définitive du continent européen.

J’ajouterai que cela dépend de vous plus que de quiconque, animateurs de l’action sociale dans nos communes, là où se forme le tissu de la société, à l’échelle de cette région qui formera l’unité de base d’une Europe fédérée, gage de paix.

Cessons donc de nous demander si cela suffira, si cela réussira : car ce n’est pas la bonne question. « On suit ceux qui marchent ! » disait Charles Péguy — et non pas ceux qui se retournent pour voir si on les suit. Tout dépendra de nous tous, de notre liberté gagée par notre prise de responsabilités.

Il y a longtemps que je l’ai écrit, et c’est ici la meilleure occasion de le répéter : la décadence d’une société commence quand l’homme se demande : que va-t-il arriver ? au lieu de se demander : que puis-je faire ?

# [ddr19831110cec] D’où venons-nous ? Où sommes-nous ? Où allons-nous ? (à propos du CEC) (10 novembre 1983)[[22]](#footnote-22)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_01.jpg/full/full/0/default.jpg) L’union de l’Europe nécessaire au monde autant qu’à l’Europe

### La crise

Foyer millénaire de l’histoire universelle, pour le meilleur et pour le pire, ce complexe de dynamismes contradictoires, d’impérialismes collectifs et de religions de la liberté personnelle qu’on nomme Europe, est aujourd’hui menacé dans ses raisons d’être et ses possibilités de persévérer dans son être.

La situation politique mondiale est en train de faire des Européens, jadis maîtres des trois-quarts des terres habitées de la Planète, les objets ou même les otages de la rivalité des deux Grands. Inventeurs du colonialisme dès le xvie siècle, mais aussi de la décolonisation au milieu du xxe, ils courent le risque d’être *occupés* demain non seulement militairement, mais économiquement et moralement, — ou détruits à jamais, en passant, par une Troisième Guerre mondiale qui, cette fois-ci, ne serait pas déclenchée par eux.

La crise mondiale actuelle est née des œuvres de l’Europe, qui a répandu sur toute la Terre ce qu’elle nomme aujourd’hui le progrès : une civilisation technico-industrielle génératrice d’idéaux de liberté, mais aussi de pratiques impérialistes, de capitalisme libéral, mais aussi de communisme étatique, de loisirs virtuels, mais aussi de chômage réel, de richesses inouïes, mais rongées par l’inflation, de justice sociale, mais aussi de révoltes sans fin, de démocratie, mais aussi d’États totalitaires, d’internationales, mais aussi de nationalismes suscitant le terrorisme universel.

### Issues possibles de la crise

Laissons de côté les plus « probables », au sens mathématique du terme, qui sont :

a) l’aggravation universelle, plus ou moins rapide, des conflits locaux devenus problèmes internationaux, jusqu’à la guerre nucléaire : fin de l’Histoire ;

b) la survie et la domination de fait d’un des Grands à la faveur d’une dégradation morale et matérielle sans précédent de l’humanité « unifiée » malgré elle au plus bas niveau moral et matériel.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Quelle seraient alors les *issues souhaitables* ? Il en est une au moins — la seule peut-être — qui dépend de l’Europe et des Européens : *l’union fédérale de nos peuples, réalisée par eux seuls, et à temps*.

À cette union s’oppose — depuis plus d’un demi-siècle qu’on la préconise[[23]](#footnote-23) — le dogme de la souveraineté absolue des États-nations. Il est devenu parfaitement clair qu’on ne peut pas fonder l’union de l’Europe sur la base de ces États-nations qui s’y opposent par nature, en fait comme en principe, toute en affirmant la vouloir.

Toute *union* suppose l’existence préalable d’une *unité* de base sur laquelle on puisse la construire. Cette unité existe : c’est la *culture commune des Européens*.

Tous les Européens ont été formés, en effet, qu’ils le sachent ou non, par une culture dont la caractéristique est la diversité des sources : mythes et philosophie des Grecs, Bible des juifs et des chrétiens prolongée par les Évangiles, institutions d’État de l’Empire de Rome, coutumes communautaires des Germains, mythes et mystique des Celtes… Cette *diversité* constitutive distingue notre culture de celles des autres continents, dont les principes d’*homogénéité* sont connus : pour la plupart d’ordre religieux (brahmanisme, bouddhisme, islam, animisme…)

Mais alors, disons-le clairement : une union bâtie sur une unité pluraliste ne peut être que *fédérale*, c’est-à-dire garantissant les diversités et les autonomies par leur union même, librement conclue et jurée.

L’Europe des nationalismes a été responsable de deux guerres mondialisées. Elle a été également — colonisation puis développement du tiers-monde — *l’agent mondialisant d’une forme de culture technico-scientifique souvent* [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_03.jpg/full/full/0/default.jpg) *incompatible avec les valeurs fondamentales des cultures non européennes. Il appartient donc à l’Europe de proposer le modèle d’une société respectueuse des valeurs culturelles* ; et d’abord, et plus spécifiquement des valeurs de la communauté vivante, qui ne dépendent pas de l’État — simple service public — mais des personnes libres et responsables de leurs communautés vivantes.

C’est de l’ensemble de ces analyses et de ces objectifs plus ou moins clairement perçus par les mouvements européens des années 1945 à 1950, qu’est née l’idée du Centre européen de la culture.

## II. Création du CEC

### Conception initiale

Au début de mai 1948 se tient à La Haye le premier *Congrès de l’Europe*, dont le [Rapport culturel](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej/4#s4-2) préconise la création d’un Centre européen de la culture. La résolution acceptée par le congrès le 10 mai 1948 au terme des débats décrit ainsi la nature et les tâches de l’organisme à créer :

Le Congrès de l’Europe propose :

La création d’un organisme permanent qui aurait notamment pour tâche d’étudier la constitution et les attributions d’un *Centre européen de la culture*.

Constitué en toute indépendance des contrôles gouvernementaux, cet organisme aurait pour mission générale de donner une voix à la conscience européenne.

Le Centre européen de la culture aurait pour tâches immédiates :

1. D’entretenir le sentiment de la communauté européenne par le moyen d’informations et d’initiatives, dans le domaine de la presse, du livre, du film et de la radio, mais aussi dans les établissements d’enseignement scolaires, universitaires et populaires ;

2. D’offrir un lieu de rencontre aux représentants de la culture, afin qu’ils puissent exprimer un point de vue proprement européen sur les grandes questions intéressant la vie du continent, par voie d’appels à l’opinion et aux gouvernements ;

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_04.jpg/full/full/0/default.jpg) 3. D’exercer une action de vigilance critique pour assurer ou restaurer la juste valeur des mots sans lesquels aucun pacte n’est possible ;

Et de proclamer :

a) le droit qu’a tout citoyen de connaître les faits bruts de l’actualité, indépendamment des interprétations et des commentaires ;

b) le devoir qui incombe aux gouvernements de laisser chaque communauté donner satisfaction à ce droit, indépendamment de toute pression, de quelque nature qu’elle soit ;

4. De favoriser la libre circulation des idées, des publications et des œuvres d’art d’un pays à l’autre ;

5. De faciliter la coordination des recherches sur la condition de l’homme européen au xxe siècle, en particulier dans les domaines de la pédagogie, de la psychologie, de la philosophie, de la sociologie et du droit ;

6. D’appuyer tous les efforts tendant à la fédération des universités européennes, et à la garantie de leur indépendance par rapport aux États et aux pressions politiques ; et de favoriser la collaboration étroite des corps enseignants, en vue notamment de procéder à une révision des manuels d’histoire.

### Période préparatoire

C’est ici le lieu de rappeler que durant les débats de la *commission culturelle* du congrès de La Haye, la proposition d’établir le Centre à Genève a été formulée de tous côtés, spontanément et sans rencontrer d’opposition notable. Au lendemain de la guerre, en effet, Genève, qui avait été le siège de la SDN, devenait le siège européen des Nations unies et d’une série d’institutions internationales telles que le BIT et l’OMS, mais aussi le Conseil œcuménique des Églises et le CICR, ou encore l’Association européenne de libre-échange et l’Union européenne de radiodiffusion. La décision relative au siège du CEC fut prise par le Mouvement européen, qui ouvrit à Genève fin 1948, un organisme provisoire nommé *Bureau d’études pour un Centre européen de la culture*. Le directeur en était Denis de Rougemont et le secrétaire général Raymond Silva.

*Le Bureau d’étude pour un CEC*, dès son entrée en fonction, organisa et convoqua pour le début de décembre 1949 une *Conférence européenne de la culture* qui se tint à Lausanne. Elle étudia et définit les tâches précises du CEC, et adopta 23 résolutions, dont il vaut la peine de signaler que 21 ont été réalisées à ce jour.

*L’inauguration officielle du CEC* eut lieu le 7 octobre 1950 à Genève, sous la présidence de Salvador de Madariaga, en présence de délégués du Conseil de l’Europe, des autorités suisses et genevoises, et des responsables du Mouvement européen.

## [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_05.jpg/full/full/0/default.jpg) III. Objectifs et méthodes

À l’occasion de cette cérémonie comme dans toutes les déclarations publiées à cette époque, le CEC n’a cessé d’affirmer qu’il était là pour servir dans le domaine culturel la cause d’une union fédérale de l’Europe, et non pour mettre la culture au service d’une politique, fût-elle « européiste » d’étiquette ou d’ambition.

Le CEC a été créé :

— pour aider les Européens à *prendre conscience de leur culture commune, de ses conséquences morales, sociales, économiques, et de la politique qui doit l’exprimer et la servir : la fédération des peuples de l’Europe* ;

— pour faire comprendre la nécessité vitale inhérente à cette culture, *d’entrer en dialogue avec les autres cultures vivantes de la Planète* : Afrique noire, Monde arabe, Inde, Chine, Japon, Amérique latine ; et cela, à propos des problèmes cruciaux qui se posent au monde actuel tels que celui de l’adaptation ou non de chacune de ces cultures à la civilisation technico-industrielle née en Europe, et aux conceptions européennes de l’État souverain et de son contraire, la libre fédération des peuples ;

— pour amener les créateurs et les porteurs de la culture (théologiens, philosophes, psychologues, artistes, écrivains, enseignants et animateurs de médias) à participer à la construction d’une Europe unie enfin réalisable, c’est-à-dire *fédérée dans ses diversités et au bénéfice de leurs autonomies*, non pas *pour la puissance, mais pour la liberté*.

En résumé : le CEC n’est pas là pour favoriser l’instauration d’un « troisième Grand », mais bien pour aider à former dans les esprits la vision d’un *modèle d’union dans la diversité*, préparant les voies d’une fédération pour les libertés et dans la paix.

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Les méthodes de travail du CEC ont été dictées dès le départ par les finalités qu’on vient de rappeler.

Face à l’ampleur et à l’urgence des problèmes à résoudre, le CEC a adopté une méthode résolument pragmatique :

— parmi tous les problèmes réels possibles et imaginables, que pose au plan de la culture la construction de l’Europe, retenir ceux qui nous sont signalés de plusieurs côtés et dans plusieurs pays comme réellement ressentis, et se posant en fait à l’échelle européenne, ou dans les rapports entre l’Europe et le Monde ;

— évaluer les possibilités de solution déjà proposées par les uns et les autres ; celles qui se dégagent après étude par nos services et au cours des colloques et séminaires réunis à leur sujet, et retenir celles qui répondent le mieux à l’urgence des problèmes posés et aux finalités européennes définies par le CEC.

C’est ainsi qu’ont été entreprises, depuis 1950, les activités dont la liste suit, regroupées selon leurs thèmes directeurs.

## IV. Activités

Le CEC a contribué à la création de deux institutions européennes de premier plan, le CERN, à Genève, et la Fondation européenne de la culture, aujourd’hui à Amsterdam.

Dans un premier temps, le *Bureau d’études pour un Centre européen de la culture* organise la *Conférence européenne de la culture* (voir plus haut).

### [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_07.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. Le CERN

Suite à une proposition énoncée pour la première fois dans le [*Rapport général* présenté au congrès](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1970cde/3), une résolution est adoptée, prévoyant la création d’un *Laboratoire européen de recherches nucléaires*. À cet effet, le CEC forme une *commission de coordination scientifique* animée par Raoul Dautry[[24]](#footnote-24) et qui va se réunir le 12 décembre 1950 à Genève sous la présidence du directeur du CEC. Elle groupe les représentants des instituts de recherche nucléaire de six pays européens et de l’Unesco. Elle définit le plan, la procédure, les modes de réalisation et les critères de choix du lieu de construction d’un organisme européen de recherches nucléaires répondant à la résolution n° III de la conférence de Lausanne.

Objectifs : stopper la « fuite des cerveaux » des physiciens européens vers les USA, doter l’Europe d’un puissant instrument de recherches qu’aucun pays seul ne pourrait construire, et créer une communauté européenne des scientifiques.

Comme prévu dès le départ, ce projet conçu et initié par le CEC sera réalisé via l’Unesco avec la participation de treize États européens et inauguré, en 1954, sous le nom de CERN au lieu prévu — près de Genève — par la commission de coordination scientifique.

### 2. La FEC

En 1954, le CEC a créé une autre institution européenne destinée par ses dimensions mêmes à devenir autonome : la *Fondation européenne de la culture*, FEC. Préparée dès 1952, constituée fin 1954, sous la présidence de Robert Schuman, elle a opéré pendant deux ans au siège du CEC, puis a été transférée à Amsterdam sous la présidence de S. A. R. le prince Bernhard des Pays-Bas, où elle fonctionne désormais d’une manière indépendante, tout en gardant des relations suivies avec le CEC, dont elle subventionne plusieurs activités. Elle a créé elle-même une série d’instituts spécialisés dans les sciences de l’éducation (Paris), les études politiques (Londres), l’écologie (Bonn), les problèmes du travail (Maastricht), l’étude des politiques européennes (Bruxelles) et les médias (Manchester).

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Les autres entreprises du CEC sont restées pendant toute la durée de leurs activités attachées à l’institution mère dont elles sont encore membres.

Elles peuvent être groupées sous les rubriques suivantes :

### 3. Enseignement

L’Association des instituts d’études européennes, AIEE, a été fondée en 1951 pour regrouper les nombreux instituts dédiés à l’étude des problèmes européens dans les universités du continent.

But : concerter et animer les initiatives, existantes ou à créer, d’enseignement et de recherches sur l’Europe au niveau universitaire, et favoriser les échanges de professeurs.

Sous les auspices de l’AIEE se sont tenus au CEC plusieurs colloques sur l’Europe des régions, et un colloque préparatoire pour l’Université européenne, qui a été créée à Florence avec l’aide des Communautés économiques de Bruxelles. — D’autre part, le CEC a donné naissance en 1963 à un *Institut universitaire d’études européennes* (lié à l’Université de Genève) qui partage avec le CEC son siège à la *Villa Moynier*, et plusieurs de ses collaborateurs et chercheurs.

L’AIEE groupe aujourd’hui 35 instituts universitaires dans 9 pays. Le CEC assure son secrétariat et la publication de son Annuaire.

### 4. Éducation

Un Bureau européen de l’éducation populaire entreprend des actions-pilotes en milieu paysan et scolaire en Sicile et en Suisse, puis élargit son action en France (4), Belgique (2), Italie (2). (Voir « Neuf expériences d’éducation européenne en milieu populaire », *Bulletin du CEC*, n° 4-5, 1959).

Rédaction d’un *Guide européen de l’enseignant* publié en 4 langues à 70 000 exemplaires, puis d’un *Guide européen de l’enseignement d’éducation civique* et d’une brochure-programme sur la *Campagne d’éducation civique européenne*.

Cette campagne, lancée par le CEC en 1961, a organisé dans 10 pays des stages annuels d’une semaine pour les enseignants du deuxième degré, visant à introduire à l’école la connaissance des réalités et des problèmes de l’Europe [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_09.jpg/full/full/0/default.jpg) actuelle en histoire, géographie, économie, enseignement des langues et des arts, écologie, régions, etc. Patronnée et subventionnée par le Conseil de l’Europe, les Communautés de Bruxelles et la FEC, et regroupant les grandes associations d’enseignants. Le succès de cette Campagne incitera la CEE à la reprendre en 1974 et à la transférer à Bruxelles, où malheureusement elle prendra fin après quelques années. Le CEC va tenter de la relancer (voir p. 16).

Dans d’autres domaines de l’éducation : une *Commission de pédagogie sportive* a préparé et publié dès 1955 une « charte européenne » et un « Brevet européen du sportif » (projet repris par le Conseil de l’Europe.)

Un *Service de conférence* a organisé dans nos pays une centaine de conférences par année sur les sujets traités par la Campagne d’éducation civique européenne. Un *Pool de matériel audiovisuel* et l’élaboration de *films fixes* de 50 clichés ont également alimenté les activités de la Campagne. Enfin, 25 *plans de causeries* sur les problèmes européens ont été rédigés par le CEC et distribués à plus d’un million d’exemplaires en cinq langues (par les soins de la Campagne des jeunes, créée à Paris par le Mouvement européen).

### 5. Édition

Une *Communauté européenne des guildes et clubs du livre* a été fondée au CEC en 1951, avec pour objectifs principaux : l’introduction de l’angle de vision européen dans le choix des ouvrages retenus par les guildes, et une action vigilante pour obtenir la reconnaissance par les éditeurs et libraires de la formule nouvelle des guildes du livre, alors en plein essor dans tous nos pays.

La Communauté a rapidement groupé des guildes françaises, suisses, allemandes, anglaise, autrichienne, italienne, belges, néerlandaises, scandinave. Elle a créé un *Prix littéraire européen* qui a été donné entre autres à Czeslav Milosz (prix Nobel 1981) pour son premier livre, aussitôt publié en traductions par toutes les guildes. En 1956, elle a décidé de suspendre ses activités « pour cause de succès », ses objectifs ayant été pleinement atteints.

Dans les années 1960, un groupe de grands éditeurs de six pays, baptisé *Editeuropa*, a exploré les possibilités de co-production d’ouvrages généraux sur l’Europe à lancer simultanément dans nos pays. Il a été suivi par la création d’un *Pool européen de l’édition*, repris sous le sigle d’*Eurolibri* par les Éditions Lutzeyer, à Baden-Baden.

### [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_10.jpg/full/full/0/default.jpg) 6. Association européenne des festivals de musique

Fondée en 1951, l’AEFM avait pour but de substituer la coopération en vue de la qualité à la concurrence acharnée en vue du profit commercial, entre un nombre trop rapidement croissant de festivals de musique. L’entente réalisée en quelques mois entre 14 grands festivals (aujourd’hui 40) a permis de multiplier les contacts entre directeurs de festivals, d’échanger des programmes, des chefs et des orchestres, des mises en scène, des artistes au bénéfice de chacun. Le secrétariat de l’association, constitué au siège du CEC, publie depuis 1952 une brochure annuelle illustrée, *SAISON*, gui donne les programmes des festivals membres pour la saison à venir, distribuée dans le monde entier à 150 000 exemplaires par les lignes aériennes. Une assemblée générale annuelle, qui se tient successivement au siège de chacun des membres, favorise la coopération pratique, la connaissance mutuelle et les échanges d’idées sur les problèmes communs des festivals.

Soulignons ici que l’AEFM est la seule association culturelle européenne qui réunisse des membres de l’Europe de l’Est et de l’Europe de l’Ouest. (Actuellement, 29 membres des pays de l’Ouest, 9 des pays de l’Est, plus Israël et Osaka, membres associés.) Elle préfigure peut-être une réconciliation dont il est juste qu’elle commence dans le domaine d’une culture qui nous est commune.

### 7. Colloques et séminaires

À raison de trois à cinq par an depuis 1952, le CEC convoque à Genève des groupes de discussion sur les grands thèmes de la recherche européenne et les problèmes de l’union, l’accent étant porté sur les solutions fédéralistes et sur les régions.

Au nombre des sujets traités, citons : La révision des manuels d’histoire — La coopération scientifique — La perception de l’Europe de l’Est en Occident — Le dialogue des cultures — Technique et cultures (Automation et Cybernétique — Éducation et Loisirs) — L’enseignement et le civisme européens — L’université européenne — Écologie et politique — L’Europe et les intellectuels — Utopie et Terreur — Persuasion ou Violence — Mitteleuropa — Le mythe dans la société.

Chaque colloque groupe de 15 à 30 participants et donne lieu en règle générale à une publication ([*Bulletin*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/bcec), [*Cadmos*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cadm), *Dossiers*, volume, selon les cas.)

Dans l’ensemble, les colloques ont amené au CEC, en une trentaine d’années, près de deux mille intellectuels venus de tous les pays d’Europe, y compris de l’Est, mais aussi des deux Amériques, de l’Afrique et du Proche-Orient.

### [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_11.jpg/full/full/0/default.jpg) 8. Congrès organisés par le CEC

Lausanne 1949 : *Conférence européenne de la culture*, tenue au Tribunal fédéral suisse de Lausanne (voir plus haut p. 4). Lors de cette conférence ont été décidées les créations du CEC, celle du Collège d’Europe à Bruges, du futur CERN, et de la plupart des activités gui allaient suivre dans la décennie suivante.

Rome 1954 : *Conférence de compositeurs et musicologues*, sous la présidence d’Igor Stravinsky, 200 participants, 13 concerts, 6 débats publics.

Genève 1960 : *Conférence européenne de l’éducation*, d’où résultera la Campagne d’éducation civique européenne (voir plus haut p. 8).

Bâle 1964 : *Conférence Europe-Monde*, sous les auspices de la Confédération suisse, du Conseil de l’Europe et des Communautés économiques européennes. Présidence : Louis Armand, 60 rapports préparés pour les 225 participants. Objectif : lancer sur une base élargie le « Dialogue des cultures », initié trois ans plus tôt par un colloque à Genève (voir le numéro spécial du *Bulletin du CEC*, n° 1-2, 1962, et le volume publié par les Éditions de la Baconnière en 1962).

### 9. Relations avec les institutions européennes

Coopération permanente dès 1949 :

a) avec le *Conseil de l’Europe*. Préparation et présidence par le directeur du CEC des deux premières tables rondes de l’Europe à Rome 1952 et Strasbourg 1954. Participation du CEC aux travaux de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux ;

b) avec la CEE de Bruxelles, notamment dans le domaine du cinéma européen, puis de l’éducation européenne ;

c) avec l’OECD, Paris, préparation de publications communes sur l’Europe.

Un groupe de concertation composé des directeurs de l’information de ces trois institutions et du directeur du CEC a fonctionné avec une grande efficacité de 1951 à 1958, pendant la phase de création de l’action pour l’Europe.

### [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_12.jpg/full/full/0/default.jpg) 10. Représentation du CEC à l’extérieur

Liaisons permanentes avec les organisations européennes de Strasbourg, Paris, Luxembourg, Bruxelles, aussi bien qu’avec les fondations et les principales associations d’études européennes — Élaboration de rapports demandés par ces diverses instances — Présidences de jurys européens — Conférences données dans 16 pays d’Europe, au Proche-Orient et dans les Amériques par des collaborateurs du CEC, dans le cadre d’universités, de congrès, de stages d’études, etc. — Participation active aux congrès culturels européens, fédéralistes, régionalistes, et de sciences humaines…

### 11. Publications

— *Bulletin du CEC*, de 1951 à 1977. Trois à dix numéros par an de 32 à 190 pages, rendant compte des activités courantes du CEC, ou consacrés à une action particulière, à un colloque ou à un congrès. Tirage variant entre un minimum de 2000 ex. en français et un maximum de 70 000 ; voire 90 000 dans quelques cas privilégiés, tels que le *Guide européen de l’enseignant* (en 4 langues) et *L’Europe s’inscrit dans les faits* (en 5 langues).

— À partir de 1978, le *Bulletin du CEC* se transforme en une revue : *Cadmos*, paraissant quatre fois par an, sur 144 pages et publiée conjointement par le CEC et par l’Institut universitaire d’études européennes.

— Format de *Cadmos*, mais à intervalles irréguliers, des *Dossiers* d’environ 200 pages sont publiés sur des sujets tels que la coopération régionale transfrontalière, les partis politiques et les élections européennes, la Suisse et la Communauté européenne élargie.

— *Le Courrier fédéral*, six numéros consacrés à l’étude du projet de Constitution européenne établi par l’Assemblée ad hoc du Conseil de l’Europe[[25]](#footnote-25), 1953 à 1954.

[[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_13.jpg/full/full/0/default.jpg) — *Numéros spéciaux de revues consacrés à l’Europe*, et confiés au CEC pour la partie rédactionnelle : en France (3), USA (2), Allemagne, Hollande, Espagne, Suisse.

— *Bibliographie européenne*, 472 pages, Éd. Sijthof, Leyden, 1965.

— *Demain l’Europe sans frontières*, par Raymond Racine et sept collaborateurs, 232 p., Plon, Paris, 1958. (Traduit en trois langues.)

— *Collection du CEC* aux Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, Suisse.

Six volumes parus de 1948 à 1970.

[*L’Europe en jeu*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej) par D. de Rougemont, 174 p., 1948.

*Vers une Europe nouvelle par le plan Schuman*, par R. Racine, 246 p., Éd. de la Baconnière, 1954.

*Pour une Métropole régionale* (Aix-Marseille-Étang de Berre). Colloque tenu à Aix-en-Provence, 136 p., 1963.

*Le Dialogue des cultures*, colloque tenu à Genève. Interventions de 14 auteurs, 156 p., 1962.

[*Les Chances de l’Europe*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1962ce), quatre conférences par D. de Rougemont. Trad. en allemand, anglais, espagnol, 92 p., 1962.

*Bilan des activités culturelles au service de l’Europe de 1949 à 1964*, 134 p., 1966.

[*Le Cheminement des esprits*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1970cde) (*L’Europe en jeu II*) par D. de Rougemont, 192 p., 1970.

*— L’Europe et les ressources de la mer, ou le débat sur la croissance*, par H. Schwamm, O. Giarini et A. Loubergé, Éd. Georgi, 1977.

*—* [*Rapport au peuple européen sur l’état de l’union de l’Europe*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1979rpe), par le groupe Cadmos, 190 p., Éditions Stock, Paris, 1979. (Trad. en italien, allemand, hollandais, anglais.)

## V. Vocation de l’Europe aujourd’hui

L’union fédérale de l’Europe, nécessité plus vitale et plus urgente que jamais, apparaît de moins en moins accessible par la voie des accords entre [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_14.jpg/full/full/0/default.jpg) États. Les militants européistes sont parfois tentés de baisser les bras, après trente à quarante ans d’efforts pour si peu de résultats tangibles, cependant que les périls se précisent dans une société hantée par le chômage et l’inflation, le terrorisme, et la course aux armements (coût global pour la seule année 1982 : 650 milliards de dollars).

D’autre part, l’action culturelle pour l’Europe unie exige du temps pour que se manifestent les effets politiques qu’on peut en espérer : au moins une génération. Mais les menaces sur la paix du monde et la survie de l’Europe sont à court terme — quelques années, selon les plus réalistes.

Plusieurs signes, cependant, sont de nature à entretenir l’espoir. L’influence de notre action de fédéralistes et de régionalistes européens marque chaque année des progrès, parfois inespérés. Déjà, la guerre est devenue impensable entre deux peuples de l’Europe : fait capital, dont nous avons encore trop peu de conscience.

Déjà le problème des régions devient le problème numéro un pour de nombreux pays du continent : la Belgique, la Grande-Bretagne, l’Espagne, et même la France des jacobins !

Déjà le souci écologique s’inscrit dans les constitutions et dans les ministères de l’Environnement. Or les solutions aux grands problèmes écologiques sont de nature tantôt locales tantôt continentales, jamais nationales[[26]](#footnote-26) : elles appellent donc des régions et des fédérations.

Enfin, les débats sur un « nouvel ordre économique mondial », par les difficultés mêmes qu’ils ont fait apparaître, ont rendu les Européens plus conscients de l’importance primordiale des *différences culturelles* dans l’approche des problèmes désormais *communs à toute l’humanité* : la nécessité du dialogue des cultures se révèle ici dans toute son ampleur.

## [[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_15.jpg/full/full/0/default.jpg) Perspectives du CEC pour les années 1980

Telles étant les conditions actuelles, comment se présente la vocation du CEC ?

Les tâches immédiates nous sont dictées par les considérations suivantes :

1. On n’attend pas du CEC qu’il « fasse l’Europe », mais qu’il apporte à l’union de nos peuples une *contribution spécifique et irremplaçable d’orientation des esprits*, de réveil de l’opinion, de rappel critique, mais aussi de pourvoyeur d’idées pour les défenseurs des droits de l’homme, pour les éducateurs, pour les responsables des médias, pour les parlementaires et les hommes politiques.

2. *Les obstacles à la fédération européenne ne sont pas dans les choses, mais dans les esprits*. C’est donc là qu’il s’agit de les réduire en premier lieu, et cette tâche n’est pas économique d’abord, ni politique d’abord, mais d’abord *culturelle*, *éducative*, *initiatrice*.

3. On a vu que parmi les *initiatives du CEC*, de sa fondation à nos jours — certaines ont été confiées à d’autres institutions, comme prévu par le Centre lui-même :

— certaines ont été suspendues « pour cause de succès » :

— certaines ont été interrompues avant terme par suite de circonstances accidentelles, incontrôlables par le CEC, ou sous le coup de pressions extérieures, comme ce fut le cas de la *Campagne d’éducation civique européenne* et du *Dialogue des cultures* ;

— mais certaines apparaissent encore plus nécessaires aujourd’hui que naguère et doivent être maintenues et développées.

1. *Colloques et séminaires*. Leurs sujets seront déterminés par les grands thèmes de nos activités : — La méthode fédéraliste — Dialogue des cultures — Éducation européenne — Travail et loisir — Informatisation de la société — États-nations ou fédérations de régions — Rôle des grandes cultures pour la paix…

[[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_16.jpg/full/full/0/default.jpg) 2. Les *publications* suivront d’aussi près que possible (*Cadmos*, *Dossiers*, volumes) les résultats des colloques, séminaires, ou autres groupes occasionnels de recherches.

3. Les *associations européennes* liées au CEC dès l’origine poursuivront et élargiront leurs activités : — Association européenne des festivals de musique (41 membres) — Association des instituts d’études européennes (35 membres) — Association d’éducation européenne…

4. *Campagne d’éducation civique européenne*. Pour autant que les responsables des institutions européennes et des associations européennes d’enseignants s’y montrent disposés, il y aura lieu d’étudier avec elles sous quelles formes renouvelées et avec quels moyens nouveaux financiers (non seulement, mais surtout humains) la *Campagne d’éducation civique européenne* peut être reprise au point où elle fut interrompue en 1978.

5. *Archives européennes*. Ce nouveau département est en train de naître d’une offre faite par la *Fondation Coudenhove-Kalergi*, de loger et d’administrer à la Villa Moynier les archives du mouvement paneuropéen. Fondée en 1923 par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, inspirateur du fameux Mémorandum Briand présenté à la SDN, *Paneuropa* peut être considérée comme la première manifestation historique de la volonté d’union des Européens au xxe siècle.

Cette offre a été pour le CEC l’occasion de réaliser son projet de constituer des *Archives du CEC* et de l’*IUEE*, qui comporteraient également l’importante documentation dont nous disposons sur le *Congrès de l’Europe* à La Haye, 1948, et sur la *Conférence européenne de la culture* à Lausanne, 1949. L’ensemble de ces fonds constituera la base des Archives européennes, dont les statuts viennent d’être signés. Il est souhaitable qu’elles se fédèrent par la suite avec d’autres fonds européens, de telle manière que soit créé à Genève un centre ouvert à la recherche sur l’union européenne, sujet de plus en plus fréquent de thèses universitaires dans tous les pays occidentaux.

[[p. 16bis]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_17.jpg/full/full/0/default.jpg) 6. Enfin, le CEC doit se tenir prêt à intervenir dans des domaines nouveaux qui peuvent se révéler décisifs, parmi lesquels celui que définissent ces trois mots :

*Travail, chômage, loisirs créateurs*

Voici les données du problème :

*La technologie destinée à libérer l’homme du travail servile, aboutit en fait à créer dans nos sociétés non pas de la liberté, mais du chômage*. Partant de cette constatation paradoxale, qui exprime la nature de la crise économique du monde occidental, le CEC a proposé à plusieurs fondations et associations d’études européennes d’entreprendre conjointement des recherches proprement *culturelles*, au sens le plus large du terme, sur un phénomène qu’on nous décrit à tort comme conjoncturel et limité à ses conséquences financières et sociales (si sérieuses soient-elles).

[[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_18.jpg/full/full/0/default.jpg) Il devient en effet de plus en plus évident que le problème du chômage déborde de toutes parts le domaine de l’économie industrielle où il se manifeste aux yeux de tous comme « le mal impardonnable »[[27]](#footnote-27).

Que le succès même de la technologie, destinée à libérer l’homme du travail servile, aboutisse en fait, dans notre société, à créer du chômage plutôt que de la liberté, voilà bien le scandale éthique qui nous oblige à remettre en question les notions mêmes de travail et de loisir et toutes les valeurs religieuses, coutumières et psychologiques que nous leur donnions et qui changent, sans que nous en prenions conscience.

Entreprendre une série d’*explorations* dans toutes les dimensions morales et non pas seulement techniques du phénomène, telle sera l’ambition du CEC au cours de la prochaine décennie.

De ces recherches, on peut attendre qu’elles dégagent des motifs nouveaux de relancer la Campagne d’éducation civique européenne.

7. Mais on peut y voir surtout une promesse de renouvellement et de fécondité durable d’un autre projet majeur du CEC : celui d’un dialogue des cultures.

Dans ses lignes générales, ce projet consiste à susciter au sein des grandes cultures vivantes : Monde arabe, Inde, Extrême-Orient, Amérique latine, Afrique noire, la formation de centres analogues au nôtre, qui deviendraient les interlocuteurs d’un colloque permanent à l’échelle mondiale.

Ce « dialogue multilatéral » devrait être, dans notre esprit, *beaucoup moins comparatiste que prospectif* ; beaucoup moins préoccupé de repérer les contrastes et les analogies dans les religions, les coutumes et les systèmes de valeurs, que de chercher les réponses spécifiques que [[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19831110cec_19.jpg/full/full/0/default.jpg) chaque culture, désormais, devrait être en mesure de donner aux *mêmes défis* de la civilisation technico-industrielle née de l’Europe.

Sujet majeur, pour la culture, en cette fin du xxe siècle.

# [ddr19850606fec] Membre d’honneur de la Fondation européenne de la culture (6 juin 1985)[[28]](#footnote-28)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19850606fec_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Madame,

C’est une expérience redoutable à laquelle je nous vois exposés, Henri Brugmans et moi, par les paroles si justes et généreuses que vous venez de prononcer : vous avez évoqué les débuts de la campagne entreprise par une partie de notre génération exigeant de « faire l’Europe » comme nous le disions alors pour aller vite — mais il y aura bientôt quarante ans de cela, ce n’est pas rien, c’est la moitié de notre vie pour l’un et l’autre, et cette moitié, précisément, dont nous sommes le plus responsables… Qu’avons-nous réussi, de nos projets d’alors ?

Cruelle question, si nous pensons à l’état présent de l’Europe ! Pourtant, ne pleurons pas : rien n’est encore joué ! Essayons plutôt d’évoquer en quelques touches l’état d’esprit qui était alors le nôtre, ce mélange d’enthousiasme et de naïveté, ont dit certains ? Non, ce fut en réalité un mélange beaucoup plus complexe de *lucidité* quant aux dangers présents et aux finalités qui commandaient de les surmonter, mais aussi de *manque d’expérience* quant aux moyens requis face aux « *vested interests* » et plus encore aux inerties de l’Histoire.

L’Europe, certes, n’est pas encore « faite », c’est-à-dire fédérée comme nous le voulions, mais quelques-uns des moyens de la faire ont été mis en place par nous : parmi eux, le *Centre européen de la culture* et la *Fondation européenne de la culture*.

On s’étonnera peut-être que j’en parle avant de mentionner même le *Conseil de l’Europe*, puis, plus tard, les *communautés économiques* de Bruxelles.

Mais les communautés économiques ont eu pour fondateur Jean Monnet, lequel est très souvent cité pour avoir dit, dans les dernières années de sa vie : « Si c’était à recommencer (c’est-à-dire “faire l’Europe” !), je commencerais par la culture ! » Je parle ici au nom de ceux qui ont commencé par la culture, — et qui entendent bien finir par là !

Permettez-moi, Madame, de dire ici, très vite, les étapes de ces « commencements », jusqu’au point où elles rejoignent la naissance de la Fondation que vous présidez.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19850606fec_02.jpg/full/full/0/default.jpg) En 1946, aux États-Unis, où m’avaient expédié mes activités trop ouvertement anti-hitlériennes comme officier suisse, je reçois après six ans d’exil, une invitation à parler sur l’Europe aux premières *Rencontres internationales de Genève*. J’y vole, bien sûr, et j’y donnerai [ma première conférence sur l’Europe le soir même de mes 40 ans](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1946-1948/ddr1947eerig). Mon approche est purement philosophique, morale et culturelle, ce soir-là.

Un an plus tard, août 1947, rentrant définitivement des États-Unis, je suis invité par l’Union européenne des fédéralistes que préside Henri Brugmans, et dont mon vieux compagnon de combat personnaliste, Alexandre Marc, est le délégué général, à prononcer [le « *keynote speech* » du premier congrès des fédéralistes, à Montreux](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1946-1948/ddr194710nef).

Et c’est là que je découvre que notre génération dispose de deux atouts majeurs : un enthousiasme capable à lui seul d’amener en un an plus de 100 000 cotisants à la seule UEF (l’une des six associations qui allaient convoquer le congrès de La Haye et fonder le Mouvement européen) — et l’appui de quelques aînés vraiment expérimentés, je veux dire : qui savent mieux que les pseudo-réalistes de la gauche et de la droite des partis, où réside et dans quelles personnes, le *vrai pouvoir*. Parmi eux, et surtout, le Polonais Joseph Retinger, sans l’aide duquel je n’aurais rien pu faire, ni le Centre européen de la culture, ni la Fondation, née du Centre.

C’est à l’occasion de mon premier engagement en tant que militant fédéraliste, lors de ce congrès de Montreux, que j’ai rencontré Retinger. Je venais de prononcer [mon discours sur « l’attitude fédéraliste »](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1946-1948/ddr194710nef). À peine descendu de la tribune, je suis abordé par Retinger, appuyé sur sa canne légendaire, qui me dit : « Vous avez donné la doctrine. Maintenant au travail ! Allons prendre une fine à l’eau au Montreux Palace. »

Dès cet instant, j’ai été *engagé* au service de l’Europe fédérée, gage de paix pour cette fin du xxe siècle.

De Montreux allait naître le premier Congrès de l’Europe à La Haye, un an plus tard. Retinger, encore, et Duncan Sandys, le gendre de Churchill, vinrent me demander de constituer une commission culturelle du congrès, s’ajoutant aux deux commissions politique et économique. Je leur dis : — Bon, j’accepte, à une seule condition : c’est que vous me donniez la preuve que la culture, pour vous, n’est pas seulement [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19850606fec_03.jpg/full/full/0/default.jpg) l’ornement rhétorique d’un discours de fin de banquet. Je demande donc que ma commission soit chargée de rédiger [le Message final du congrès](https://www.unige.ch/rougemont/articles/combat/ddr19480514combat). Condition aussitôt acceptée ! Trois mois de travail en commission, à Paris, à Londres, à Genève. Le congrès s’ouvre à La Haye le 8 mai 1948. Le 10 mai, la résolution de la commission culturelle est adoptée : elle propose la création d’un *Centre européen de la culture*.

Deux ans de travail préparatoire, dans toute l’Europe, nous permettront d’inaugurer le Centre à Genève, en octobre 1950.

Au cours des années qui suivent, il va lancer l’idée du CERN, créer l’*Association des instituts d’études européennes* dans 32 universités, l’*Association des festivals de musique*, la *Communauté européenne des guildes et clubs du livre*, la *Campagne d’éducation civique européenne*, le *Dialogue des cultures*, *une revue*, *des colloques*, et j’en passe. Mais vers la fin de 1952, malgré cet essor inespéré, les difficultés financières deviennent graves. Nous comptons sur une importante subvention promise par un comité américain qui dispose d’un million de dollars pour l’Europe, dont une large partie a été promise au Centre. Au jour annoncé pour la décision, j’attends chez moi. Raymond Silva, mon secrétaire général, entre dans mon bureau et me crie dès l’entrée : « Ils nous refusent tout ! Il paraît que nous nous occupons de trop de choses !… » J’étais en train de fermer mes grands rideaux jaunes. Pris de colère, je les arrache presque, et je dis à Silva : « J’ai compris. On ne nous donnera de l’argent que lorsqu’on pensera que nous sommes en mesure d’en distribuer nous-même… ! » Et Silva de conclure ma phrase : « Et cela signifie : *fondation* ! »

Telle a été, Madame, l’occasion de la naissance de la *Fondation européenne de la culture*.

Après cela, les choses vont se précipiter.

L’année 1953 est occupée par des contacts — pour beaucoup organisés par Retinger — avec une quarantaine de personnalités européennes des affaires, de la politique ou de la culture dans sept pays d’Europe, le tout culminant dans la première réunion d’un groupe que nous baptisons « Les Amis du CEC » et qui prendra bientôt le nom de « Club européen ». La réunion se tient les 14 et 15 novembre 1953 au Pavillon Henry IV, à Saint-Germain-en-Laye, dans la salle où naquit Louis XIV. Une vingtaine de personnalités y représentent les milieux internationaux les plus variés, des grandes affaires à la vie politique et même quelques intellectuels !

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19850606fec_04.jpg/full/full/0/default.jpg) En 1954, deux autres réunions encore à Saint-Germain-en-Laye, une à Bruxelles, où l’on craint un moment que tout soit compromis, comme il arrive, une autre à Bâle, qui prépare les statuts, et l’on en vient, après deux ans, le 16 décembre 1954, à Genève, au siège du Centre, à la cérémonie de signature des statuts. Il y a là 8 sur 12 des premiers membres du conseil des gouverneurs, par ordre alphabétique : H. Brugmans, président de l’UEF, F. Marinotti, PDG de la Snia-Viscosa, J. Retinger, délégué général du Mouvement européen, D. de Rougemont, directeur du CEC, R. Silva, secrétaire général du CEC, R. Schuman, ancien président du Conseil, Georges Villiers, président du patronat français, Marcel van Zeeland, président de la BRI. Trois excusés : Louis Camu, président de la Banque de Belgique, H. Reusch, président d’une grande compagnie industrielle de la Ruhr, et Paul Rykens, président de Unilever-Hollande.

Le notaire nous demande de signer : « Qui est le président ? » Stupeur : nous avons oublié, tout simplement, d’en nommer un ! J’entraîne Robert Schuman dans une pièce voisine et le supplie de signer comme président. — Oui, me dit-il, à une seule condition : c’est que vous me remplaciez à la première occasion ! Cette occasion sera aménagée, une fois de plus, par Retinger : ce sera S. A. R. le prince Bernhard des Pays-Bas qui acceptera la présidence de la Fondation dès la deuxième séance du conseil des gouverneurs à Genève.

Deux ans plus tard, la FEC transfère son siège à Amsterdam, où nous voici.

Vous l’avez dit très justement, Madame, le Centre a été, dès 1948, « the main focus of my struggle », et les circonstances mêmes de la création de la Fondation en 1954 se rattachent étroitement aux vicissitudes du Centre. Mais, depuis lors, les deux institutions sont toujours restées inséparables dans mon esprit, et ne cesseront pas de l’être tant qu’il me restera assez d’énergie pour poursuivre mon grand dessein final — qui doit marquer ma retraite du CEC l’an prochain : celui d’une *Relance de la construction européenne sur la base de la culture, c’est-à-dire sur la base des valeurs et des finalités communes des Européens*.

Il s’agirait de rechercher et de formuler, dans les domaines clés de la vie moderne, les sciences, la technologie, l’économie qui en dépend, la politique et l’éducation (médias compris), quelles sont les vraies *fins* [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19850606fec_05.jpg/full/full/0/default.jpg) à poursuivre et quels critères éthiques doivent être respectés si l’on veut aller vraiment vers ces fins, comme la paix, la liberté, le mieux-être des peuples, et non pas vers leurs contraires souvent secrètement préférés, parce qu’ils « rapportent » davantage dans l’immédiat — comme la guerre, la puissance ou le pillage des ressources naturelles.

Cela supposerait une analyse nouvelle des *buts réels* de notre société, analyse qui devrait être conduite par les meilleures têtes dans chaque domaine, et qui pourrait aboutir à la création de conseils d’évaluation, multidisciplinaires, dotés des moyens requis pour prévenir les catastrophes majeures menaçant aujourd’hui l’humanité et même toute vie sur la Terre.

Tel serait le *Programme culturel* que l’Europe pourrait instituer en modèle pour le reste du Monde. Pour l’établir, il faudrait provoquer le concours enthousiaste et raisonné des grandes institutions de Strasbourg et de Bruxelles, des fondations, des instituts et des associations spécialisées dans tel domaine de la culture en vue de l’union européenne — on en compte près de 70 — qui, chose étrange, n’ont jamais été réunies jusqu’ici, alors qu’ensemble elles peuvent créer demain une force incalculable pour fédérer l’Europe.

Vous le voyez, Madame, la Fondation qui m’honore aujourd’hui en guise d’adieu et le Centre dont il faudra bien que je prenne congé l’an prochain ont encore de grandes tâches à entreprendre, et s’ils le font ensemble, je serai le plus heureux des militants de cette fédération européenne, « suprême chance de la paix et gage d’un grand avenir pour cette génération et celles qui la suivront » — ainsi que la qualifiait la phrase finale du [*Message aux Européens*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/combat/ddr19480514combat) que je lus en clôture du congrès de La Haye.

1. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 1123. Entretien réalisé par Isover 2000, alors entreprise de vente de matériaux destinés à apporter une isolation thermique ou acoustique. [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] On a modifié l’original (« car alors ce ») sinon la syntaxe de la phrase est fautive. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] La numérotation a été modifié, car la [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 845. Il s’agit de l’introduction à un symposium organisé par Ecoropa à l’Université de Kassel en septembre 1980. [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 847. Ce discours a été prononcé à l’auditoire Piaget (Uni II, Genève). [↑](#footnote-ref-5)
6. [NdE] Nous n’avons pas retrouvé le titre exact de ce discours. [↑](#footnote-ref-6)
7. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 855. [↑](#footnote-ref-7)
8. En réalité, Nicolas était lié au mouvement rhénan des Amis de Dieu, disciples de Suso, dont il connaissait les ouvrages, puisqu’il lui avait emprunté sa prière favorite, le fameux *Gebetlein*. [↑](#footnote-ref-8)
9. Ernest Ansermet, *Les Fondements de la musique dans la conscience humaine*, Tome I, p. 200, 188 et 178. [↑](#footnote-ref-9)
10. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 861. Le tapuscrit indique que ce texte a été rédigé à Crans-sur-Sierre le 6 janvier 1982. [↑](#footnote-ref-10)
11. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 863. Le tapuscrit indique que le débat, auquel Rougemont prend part dans cette communication, a eu lieu à Uni II (Genève). [↑](#footnote-ref-11)
12. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 866. [↑](#footnote-ref-12)
13. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 871. Une note manuscrite indique sur la première page du tapuscrit : « 18 octobre 1982. Copie remise à M. L. Rodriguez pour éunion à Barcelone (?) le 26 octobre 1982. » [↑](#footnote-ref-13)
14. [NdE] Sous-titre rajouté par nous. [↑](#footnote-ref-14)
15. [NdE] Sous-titre rajouté par nous. [↑](#footnote-ref-15)
16. [NdE] Sous-titre rajouté par nous. [↑](#footnote-ref-16)
17. Allusion à Bonaparte ? [↑](#footnote-ref-17)
18. [NdE] Sous-titre rajouté par nous. [↑](#footnote-ref-18)
19. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 877. Ce texte a été publié en allemand : « Die Devise des Regionalismus : keine Freiheit ohne Verantwortung ! », *Von der freien Gemeinde zum föderalistischen Europa : Festschrift für Adolf Gasser zum 80. Geburtstag*, Berlin, Duncker und Humblot, 1983, p. 519-528. [↑](#footnote-ref-19)
20. [NdE] Ce sous-titre est ajouté par nous. [↑](#footnote-ref-20)
21. Comme l’a montré, récemment, l’exemple de Louis Althusser qui avait étranglé sa femme de ses propres mains : la maladie mentale dont on le savait atteint ne l’empêchait pas de donner à l’École normale de Paris des cours célèbres sur le marxisme, mais a suffi pour empêcher toute poursuite légale après son crime. [↑](#footnote-ref-21)
22. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 865. Le dossier d’archives comprend plusieurs tapuscrits, dont on a édité le plus récent. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le premier congrès paneuropéen, convoqué à Vienne par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, date de 1926. Il a été à l’origine du projet d’union européenne, présenté à la Société des Nations en 1930 à l’initiative d’Aristide Briand, sous le titre de *Mémorandum sur l’organisation d’un régime d’union fédérale européenne*, qui demeura sans suites concrètes. [↑](#footnote-ref-23)
24. Ancien ministre, alors administrateur général du Commissariat français pour l’énergie atomique. [↑](#footnote-ref-24)
25. [NdE] Ici s’est glissée une erreur : l’Assemblée ad hoc est une émanation de la CECA et non du Conseil de l’Europe. [↑](#footnote-ref-25)
26. La pollution des airs, des eaux et des forêts ne connaît pas de frontières étatiques. [↑](#footnote-ref-26)
27. Titre d’une série d’articles d’Alfred Sauvy dans [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), du 12 au 14 avril 1983. [↑](#footnote-ref-27)
28. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 890. Le titre original est : « Remerciement de Denis de Rougemont après le discours de S. A. R. la princesse Margriet », alors présidente de la Fondation européenne de la culture. [↑](#footnote-ref-28)